



DOSSIER ANNUEL

Recréer du collectif : gage de santé mentale et sociale

2023



RÉDACTION

Nathalie Cobbaut
Olivier Balzat
Anoutcha Lualaba Lekede
Bernadette Taoymans
Carine Simon

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Nathalie Cobbaut

GRAPHISME ET MISE EN PAGE

Globule Bleu
www.globulebleu.com

EDITEUR RESPONSABLE

Olivier Balzat
72, rue du Viaduc
1050 Bruxelles
D/2023/3543/1



Avec le soutien de



Une réalisation de

l'asbl Question Santé
Tél.: 02/512 41 74
Fax: 02/512 54 36
info@questionsante.org
www.questionsante.org



Bxl san té

INFORMATION
RÉFLEXION
ACTION



09

**RECRÉER DU COLLECTIF
ENTRE LES CITOYENS :
PRENDRE SOIN LES UNS
DES AUTRES**



41

**RECRÉER DU COLLECTIF
AU SEIN DES ASSOCIATIONS :
RETISSER DES LIENS
DANS LES SERVICES
ET AVEC LES USAGERS**



**RECRÉER DU COLLECTIF
AU CŒUR DE LA POLITIQUE :
RAPPROCHER LE CITOYEN
DE LA CHOSE PUBLIQUE**

71





Préface

Cela fera presque trois ans, jour pour jour, que la pandémie de Covid nous est tombée dessus et a depuis considérablement modifié nos modes de vie, ainsi que les sentiments de sécurité et de liberté qui y étaient attachés.

Cette crise et les confinements successifs qui l'ont jalonnée ont transformé, voire abîmé nos modes de fonctionnement, notamment au sein des familles, entre proches, dans nos relations amicales... Des jeunes, des parents, des personnes âgées ont particulièrement trinqué et continuent d'être impactés. Les crises économique et énergétique qui ont suivi, renforcées par la guerre en Ukraine, entraînent de nouveaux déséquilibres, entre autres financiers, dans le chef des ménages, ainsi qu'un sentiment exacerbé d'insécurité.

Sur les lieux de travail, la situation est également tendue. Tout d'abord dans les structures de soins et d'accueil, qui continuent d'être sous pression, mais plus largement dans l'ensemble des organisations de travail, qui peinent à trouver un nouveau rythme de croisière. Entre un réaménagement des espaces et des temps de travail, la gestion du personnel et des absences, dues à un essoufflement et une fatigue

accumulée par les travailleurs, et les difficultés de recrutement dans toute une série de secteurs, de nombreux services sont en difficulté. Or, dans la plupart des cas, on a repris le travail comme si de rien n'était, alors qu'on est très loin du statu quo ante.

Quant à la gestion de cette crise par les pouvoirs publics, elle a clairement creusé encore davantage le fossé qui était déjà béant entre le monde politique et les citoyens qui ne se reconnaissent plus dans leurs élus.

En 2022, l'asbl Question Santé s'est donné pour thématique transversale le fait de recréer du collectif, du lien entre les individus, au sein des services et des associations et entre les citoyens et le monde politique.

A travers trois grandes interviews relatives à ces trois sphères d'intérêt et des articles qui donnent des exemples de reconstruction du lien, il s'agit d'appréhender les enjeux qui traversent cette nécessité de réinventer la collectivité, là où l'individualisme, la désagrégation des communs et l'absence d'une vision politique partagée empêchent de faire société.

NATHALIE COBBAUT



Recréer du collectif entre les citoyens : prendre soin les uns des autres

01

12

INTERVIEW

TOUT SE JOUE EN AMONT,
DANS DES APPROCHES
CAPACITAIRES
DES INDIVIDUS

22

LA ZINNEKE PARADE,
UN COLLECTIF
BRUXELLOIS UNIQUE
EN SON GENRE

28

CE QUE VEUT
DIRE ÊTRE
ET FAIRE ENSEMBLE
AUX PISSENLITS

34

L'ESSENCE DU
COLLECTIF, À TRAVERS
LES ASSOCIATIONS
DE PATIENTS
ET DE PROCHES

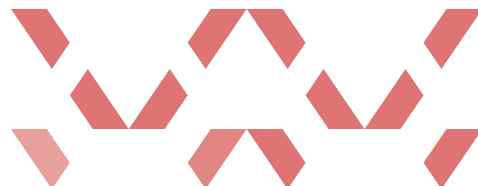
Intro

Les confinements, ainsi que les mesures de distanciation physique ont certes permis de lutter contre la propagation du Covid-19, mais ont fait énormément de tort aux individus et aux regroupements de personnes. Les réunions familiales, les grands rassemblements, les activités sportives... ont été suspendus pendant de longs mois. Les personnes malades du Covid n'ont pu être visitées lorsqu'elles étaient à l'hôpital. En cas de décès, les cérémonies de deuil ont été réduites à leur plus simple expression. Le simple fait de se croiser dans les rues au plus fort de la pandémie pouvait susciter la suspicion et la crainte d'être contaminé. Mais quelles traces de tels événements ont-ils laissées sur les individus déjà fortement influencés par une société individualiste où le chacun pour soi règne en maître et où la notion de vulnérabilité n'a pas droit de cité ?

Pour répondre à cette interrogation, l'invitée de la grande interview qui débute ce chapitre, la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury, commence par rappeler le caractère primordial du soin dans la civilisation humaine : prendre soin, c'est réparer et maintenir le monde. Mais c'est aussi anticiper et prévenir. Or, actuelle-

ment, notre société est malheureusement davantage dans la réparation que dans la prévention.

Cependant, les activités entreprises sur le terrain pour prendre soin les uns des autres permettent d'atténuer la sévérité de ce constat macro. Dans les trois articles qui suivent l'interview, la notion du collectif est explorée à travers l'action d'associations construisant différents projets avec des citoyens. Dans le premier, il est question de la Zinneke Parade, cette grande manifestation festive à laquelle prennent part de nombreux Bruxellois-e-s : après avoir été malmenée par la crise sanitaire, elle a enfin pu avoir lieu en mai 2022. Le second s'intéresse à l'association Les Pissenlits qui a produit un livre-résultat des échanges d'un groupe de femmes autour de leur intimité. Le dernier article invite à s'intéresser à un documentaire de la LUSS (Ligue des usagers des services de santé) qui veut visibiliser le rôle essentiel des associations de patients et le fait pour ces derniers de se rassembler pour défendre leurs intérêts et leurs droits.





I N T E R V I E W

Tout se joue en amont, dans des approches capacitaires des individus

Philosophe et psychanalyste, Cynthia Fleury est également enseignante et chercheuse. Femme engagée dans ses écrits multiformes, elle se penche sur les maux de notre époque et fait des propositions qui se basent sur le soin, la prise en compte par nos sociétés de nos vulnérabilités et fustige le manque de reconnaissance dans une société ultra-productiviste et matérialiste qui réduit les individus à des produits. Le risque est de voir le ressentiment, issu d'un déficit d'éducation et de soin, prendre le dessus et devenir l'unique ressort, alors même que la société devrait précisément amener les personnes à résister à ces penchants "ressentimentistes" qui les mettent en danger. Cynthia Fleury, elle, milite pour rendre aux individus aptitude et souveraineté, mais pour cela il est essentiel de réfléchir à la manière de produire collectivement les conditions les plus équitables pour permettre cet accès au pouvoir d'agir.



Cynthia Fleury

BRUXELLES SANTÉ

Dans votre opus "Le soin est un humanisme", vous énoncez : "Quand la civilisation n'est pas soin, elle n'est rien. L'homme a cherché à se construire, à grandir, entrelacé avec ses comparses pour donner droit de cité à l'éthique." Dans un momentum où l'on peut légitimement se demander si nos sociétés ont le souci des individus qui les composent, comment pouvez-vous situer la fonction du soin ?

CYNTHIA FLEURY

Cette énonciation "Quand la civilisation n'est pas soin, elle n'est rien" renvoie aux théories du pédiatre et psychanalyste britannique Winnicott relatives à l'interaction entre un sujet naissant et son entourage,

celles de Bowlby, célèbre pour sa théorie de l'attachement, ou encore aux travaux de Margaret Mead, anthropologue américaine qui a posé la découverte du premier fémur cassé-guéri, comme la "preuve" du caractère primordial du soin dans la civilisation humaine. Elle fait également écho aux philosophies très actuelles du *care*, voire à la politisation de ce dernier, explicitée par une politologue féministe comme Joan Tronto. Cette dernière a décortiqué et redéfini le soin comme étant cette activité humaine, et non pas seulement féminine, de réparer et maintenir le monde, pour faire en sorte qu'il puisse maintenir sa vitalité et sa puissance génératrice de vie, dans une perspective de soutenabilité.

Le caractère essentiel du soin repose donc sur ce corpus référentiel, d'autant plus activé aujourd'hui que nous entrons dans un monde de failles systémiques, de vécus d'effondrement, de modes dégradés, de nouvelles confrontations à des pénuries structurelles, avec une raréfaction récurrente de ressources. Il y a devant nous cette expérience de l'effondrement, cette clinique du traumatisme et face à cela, l'obligation de faire soin. Je préférerais bien évidemment que, dans nos politiques du soin, nous soyons du côté de la prévention, de l'anticipation et de l'invention pour aller vers d'autres modes d'usages, de vies... alors que là, on se situe exclusivement dans la réparation et dans la gestion des événements post-traumatiques, ce qui est pitoyable. Il serait bien entendu très utile que le soin bascule vers son vrai territoire de refonte, de reconceptualisation et non pas seulement un territoire de réparation. Mais là on n'y est pas.

—
B.S. *Selon vous, il est important de penser la santé selon une démarche intégrative qui, à l'instar des définitions de l'Organisation Mondiale de la Santé, nécessite d'atteindre un bien-être physique, psychique, social, environnemental. Mais comment atteindre ce programme ? Prend-on la mesure de ce que cela représente pour atteindre un tel objectif ?*

—
C.F. Au niveau du discours, il n'y a pas de souci pour être au rendez-vous : on n'en a jamais autant dit et entendu en termes de *care*, de santé intégrative, de *one health* ("une seule santé"), d'approche holistique. Le discours sur le *care* est dans son plein épanouissement.

Hélas, dans le concret, on a des difficultés parce qu'il y a des demandes de plus en plus fortes, par exemple liées à l'allongement de la vie, la dépendance, la chronicisation des maladies ou encore cette clinique de l'effondrement. On a dès lors besoin de plus de santé tout le temps. On va vers une obligation pour les politiques publiques d'aller vers des démarches intégratives, mais une fois qu'on a énoncé un tel programme, cela représente de vrais choix sociétaux d'allouer des budgets, des ressources, des formations.



“La prise en compte des vulnérabilités, c’est un mouvement qui demande à être global, en matière de soins, mais aussi dans l’enseignement et dans bien d’autres sphères de la société.”

— **Cynthia Fleury**

Il s’agit de choix politiques : or, à la fois, on dépense beaucoup, mais en même temps on sous-investit dans ces lieux que sont l’éducation et la santé, en tout cas en France, où l’on a une crise de l’école et des services sociaux, éducatifs, sanitaires, hospitaliers. Par ailleurs on a aussi une privatisation très forte, avec une démultiplication des écoles privées, dédiées à des innovations pédagogiques et aussi des lieux plus onéreux pour accéder à la santé. On va vers une américanisation du système.

—

B.S. *Vous parlez de redonner aptitude et souveraineté aux individus. Mais est-ce le cas dans les faits ?*

—

C.F. C’est certainement ambivalent. Prenons l’exemple du télétravail : pour une partie des individus, cela a permis d’améliorer le volet capacitaire, avec la réduction des mobilités contraintes, la possibilité de réorganiser son temps comme on le souhaite, ne plus être sous l’œil de la hiérarchie. Mais par ailleurs cela a créé de la pression dans les foyers, notamment dans la gestion des espaces, le fait de pouvoir disposer du bon matériel pour effectuer les tâches. La question de la socialisation en a pris aussi un coup. On a créé du capacitaire d’un côté, mais aussi de nouvelles pénibilités.



Ceci dit, dans la majorité des cas, lorsque vous interrogez les individus, le télétravail n'est pas rejeté. Cela fait partie d'une sorte d'ergonomie nouvelle du travail et ce sont plutôt certaines entreprises qui, sous le prétexte de ne plus avoir la main sur le micro-management, sont réfractaires et créent des pseudo-arguments selon lesquels ce ne serait par exemple pas équitable entre ceux qui peuvent en bénéficier et d'autres pas... Alors que, d'une manière générale, le télétravail libère les individus, leur donne la possibilité de s'organiser différemment. Cela permet un multitasking qui peut être fatigant, mais aussi régénérant.

Dans l'organisation générale de la société, c'est une toute petite chose, mais c'est un exemple parlant. Ce qui est difficile aujourd'hui, c'est de trouver des modalités d'organisation qui vont correspondre à l'ensemble des cas, alors que les situations sont hétérogènes. Résultat : nos systèmes, qui fonctionnaient sur des normes standardisées, ne sont plus opérationnels. C'est pareil pour les politiques publiques car les vulnérabilités des uns et des autres ne sont plus les mêmes.

—
B.S. *La notion de la vulnérabilité, vous l'évoquez dans le cadre des maladies chroniques, comme étant le point d'ancrage d'une puissance d'invention, de création pour imaginer de nouvelles normes de vie. Cette vulnérabilité dont il faut tenir compte est-elle mobilisée dans le contexte très individualiste, très technologique, quantitatif qui détermine nos sociétés et nos relations aux autres ?*

—
C.F. Classiquement la société a plutôt tendance à produire du déni des vulnérabilités : elle en a peur, elle les stigmatise, elle les considère comme antinomiques de la performance. Les vulnérabilités sont en général très mal loties.

Or, tout le travail est justement de leur faire place, car dénier les vulnérabilités a pour effet de les renforcer. Ce n'est pas du tout efficace de ne pas en tenir compte. Je ne suis pas là non plus pour sanctifier les vulnérabilités, mais le fait est qu'elles existent. Dès lors il faut les rendre réversibles et en faire quelque chose, en posant un juste diagnostic. Cette prise en compte de la vulnérabilité, c'est un mouvement qui de-

mande à être global. En matière de soin, mais aussi dans l'enseignement et dans d'autres sphères de la société. Mais cela ne se fera pas spontanément, cela nécessite des luttes.

Depuis sept ans, la chaire de philosophie du Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences et la chaire "Humanités et Santé" sont des lieux où une quarantaine de personnes travaillent sur ces questions. Ce sont des structures pour inventer des collectifs et des accompagnements de personnes différents. C'est possible, mais ce n'est pas simple, il faut se battre pour.

—
B.S. *Autre notion que vous avez approchée : celle du ressentiment. Dans quelle mesure ce ressentiment que vous développez dans votre ouvrage "Ci-gît l'amer" empêche-t-il les individus de faire société, de faire collectif ?*

—
C.F. Le ressentiment et la rumination vicieuse qui l'accompagne, il faut les voir avant tout comme un dysfonctionnement psychique qui renvoie à l'éducation, à la culture et au soin que l'on a reçu dans la petite enfance. Or c'est tout cet appareillage-là qui, bien utilisé, va générer des individus susceptibles de lutter contre leurs pulsions ressentimentistes.

Selon moi, l'erreur classique de diagnostic et clinique est de croire que ce ressentiment est l'exacte conséquence de problématiques sociales et économiques défailtantes, d'injustices et d'inégalités. Il est faux de dire que le ressentiment n'est que le produit de cela. Vous pouvez subir les pires désastres économiques et ne produire aucun ressentiment. A l'inverse vous pouvez être dans une situation économique viable et éprouver du ressentiment.

“Dans la société actuelle, ultra-productiviste et ultra-quantitative, où ce qui compte est le PIB, l’accumulation ou encore l’accélération, la qualité de la relation n’est pas la mesure de l’excellence. Pourtant il y a des endroits de reconfiguration de collectifs, comme des tiers lieux où s’expriment des communautés de citoyens, des éco-quartiers, des commons. Il y a une quantité d’endroits qui essaient de reconfigurer le collectif, et quantité de personnes qui font délibérément un pas de côté, pour vivre autrement.”

– Cynthia Fleury

Aujourd'hui nous sommes face à des sociétés qui ne comprennent pas le travail permanent qu'il faut effectuer pour enseigner aux sujets de résister au ressentiment. Or c'est précisément un devoir de nos sociétés, notamment démocratiques. Car le ressentiment n'est finalement qu'une réaction et non une action politique digne de ce nom. Cela constitue une mise en danger des individus, avec une "bouc-émissairisation" d'autrui, la stigmatisation des plus vulnérables, d'ethnies, de religions... et la mise en place de politiques hostiles, de repli sur soi. Considérer le ressentiment comme grand moteur de l'histoire est tragique. Ça nous fait produire beaucoup de régression.

—
B.S. *Les inégalités et les fractures socio-économiques ne viennent-elles pas renforcer le ressentiment ? Un autre auteur que vous citez, Axel Honneth, met en avant l'absence de reconnaissance et le mépris généralisé de l'individu dans/par la société néolibérale.*

—
C.F. Pour créer des mouvements sociaux allant vers l'émancipation des sujets, ceux-ci ne peuvent pas être alimentés de manière majoritaire par du ressentiment. Si c'est le cas, on ira vers de grandes phases de régression. Or, on est malheureusement dans cet état d'esprit à l'heure actuelle... Les inégalités, le contexte actuel permettent de s'autoriser à être féroce, à pouvoir activer son délire de persécution.

Pour contrecarrer ces mouvements, il faut des réformes profondes de nos soins. Cela se joue énormément en amont et puis tout au long de la vie, dans des approches capacitaires des individus. On le fait déjà dans certaines sphères, mais par exemple on ne travaille pas assez à développer d'autres types d'écoles qui produisent moins de fractures, moins d'échecs. Beaucoup d'enfants sont éjectés de l'école parce que, telle qu'elle est conçue, elle ne leur



correspond pas du tout. Il faut développer d'autres logiques d'apprentissage, plutôt que de réduire le parcours scolaire à une seule forme d'école, une seule manière d'apprendre. On ne produit pas assez d'innovations pédagogiques : résultat, on perd beaucoup de monde en route, parfois très tôt. Mon propos est en tout cas de dire qu'au lieu de se focaliser sur les formes de gouvernement, il faut comprendre que la manière de "gouverner" une société commence bien avant, dans le soin, dans l'éducation, dans les premiers gestes de ce qui va créer l'appétence démocratique, au sens de l'état social de droit.

Quant au mépris généralisé de l'individu, développé par Axel Honneth, il est clair que la chosification des individus est une grande menace, un des maux les plus forts de nos systèmes gestionnaires, rationalistes. La nécessité de reconnaissance est importante : elle n'est d'ailleurs pas que symbolique, elle passe par une reconnaissance matérielle. Mais il est également important de prendre de la distance par rapport à cette reconnaissance. Si c'est un bien vital, il ne faut pas pour autant être asservi à la reconnaissance de ses pairs, que l'on doit garder à une juste distance, sous peine d'être fragilisé. Cela étant, chacun doit pouvoir accéder à un régime de reconnaissance qui soit celui de la dignité inaliénable. Mais cela ne fonctionne pas

comme cela aujourd'hui, avec des individus qui, parfois à vie, ne se sentent pas reconnus et donc se sentent victimes de ce manque de reconnaissance, ce qui peut aussi générer du ressentiment.

—

B.S. *Vous parlez du devoir de chacun d'élaborer les conditions de possibilité d'une responsabilité, d'agir dans le monde. Est-ce donné à chacun de pouvoir s'impliquer ? Et la société met-elle des bâtons dans les roues ?*

—

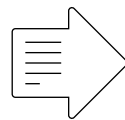
C.F. Oui, c'est donné à tout le monde. Maintenant cela ne veut pas dire que c'est facile pour tout le monde. Il y a des déterminants sociaux, économiques, culturels, historiques qui font que vous pouvez vous impliquer plus ou moins. Une fois ce cadre posé, à l'intérieur de ces difficultés, il y a toujours la possibilité d'une activation d'un pouvoir d'agir. Toujours.

Après, le travail à réaliser est de réfléchir à la manière de produire collectivement les conditions les plus équitables pour permettre cet accès au pouvoir d'agir. Pour ma part, je suis au quotidien à mon rendez-vous d'enseignante-chercheuse et d'analyste, au contact des étudiants, des patients pour assurer l'accès à cette capacité d'agir. Chacun d'entre nous a à faire cela.

Dans la société actuelle ultra-productiviste et ultra-quantitative qui est la nôtre, où ce qui compte est le PIB, l'accumulation ou encore l'accélération, la qualité de la relation n'est pas la mesure de l'excellence. On a une société qui mobilise des valeurs individualistes. Pourtant il y a des lieux de reconfiguration de collectifs, comme des tiers lieux où s'expriment des communautés de citoyens, des éco-quartiers, des commons.

Il y a une quantité d'endroits qui essaient de reconfigurer le collectif, et quantité de personnes qui font délibérément un pas de côté, un retrait du monde social normé pour vivre autrement. Le confinement planétaire n'a pas été sans effet sur ces phénomènes qui créent plus que du frottement. Ces "insularités" ne sont pas majoritaires mais elles se déploient de plus en plus et gagnent en efficacité par leur mise en réseau.

— *Propos recueillis par
Nathalie Cobbaut*



Pour aller
plus loin

Cynthia Fleury, *Ci-gît l'amer. Guérir du ressentiment*, Gallimard, Collection Folio essais (n°682), 2022 (première parution 2020)

Cynthia Fleury, *Le soin est un humanisme*, Gallimard, Collection TRACTS n°6, 2019

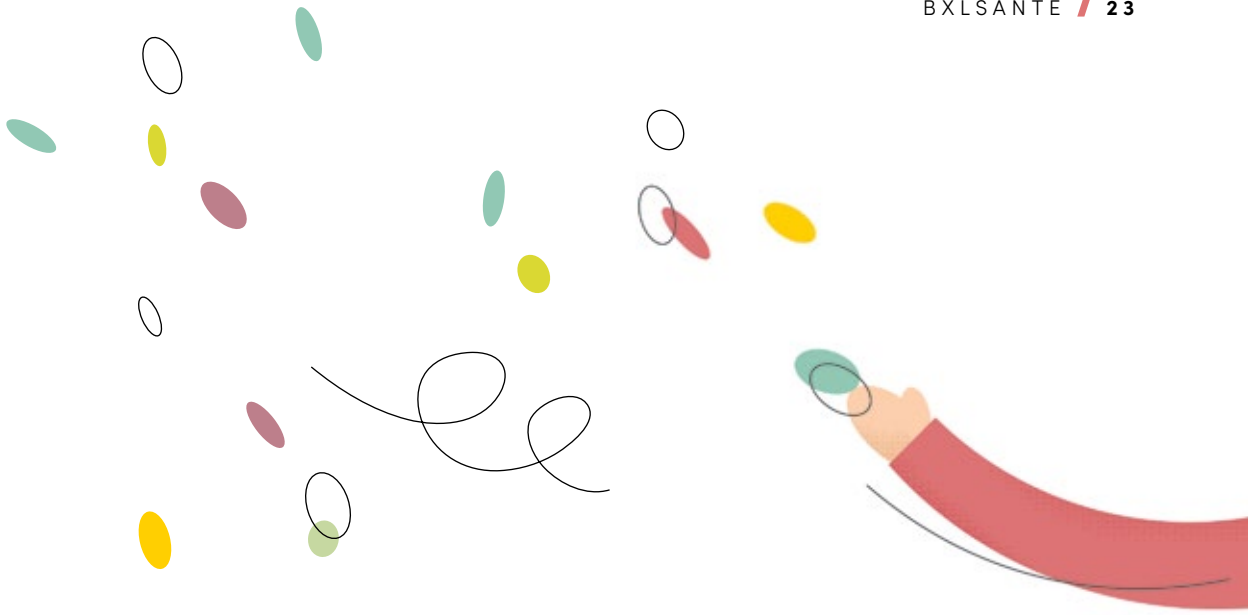
Cynthia Fleury, *Les irremplaçables*, Gallimard, Collection Folio essais (n°637), 2018 (première parution 2015)



ARTICLE

La Zinneke Parade, un collectif bruxellois unique en son genre

Le 14 mai dernier a eu lieu la onzième édition de la Zinneke Parade, cette grande fête urbaine qui rassemble des citoyens venant des quatre coins de Bruxelles et aussi bien au-delà. L'événement était fort attendu après quatre années d'absence. Organisée tous les deux ans, la dernière édition, prévue pour mai 2020, n'avait en effet pas pu avoir lieu en raison du Covid. En mai 2022, la parade avait attiré 70.000 spectateurs selon la police de Bruxelles. C'est dire si les Bruxellois tiennent à leur Zinneke. La crise sanitaire n'aura finalement pas eu beaucoup de prise sur ce collectif.



La Zinneke Parade est née à l'occasion de Bruxelles 2000, capitale européenne de la culture. Derrière la volonté de célébrer la diversité et la richesse culturelle de la capitale, l'objectif est multiple : provoquer la rencontre et le lien entre les différents quartiers, les différentes communautés de Bruxelles, favoriser l'interaction entre les différents acteurs des tissus socio-culturels bruxellois. La démarche comprend une dynamique artistique visant à favoriser la rencontre des citoyens et des structures – qu'elles soient culturelles, associatives, pédagogiques ou sanitaires – avec des artistes. Le but est d'organiser une grande parade faisant la part belle à l'espace public, un enjeu important du projet.

Depuis 2000, ce grand cortège, folklorique et surréaliste¹, envahit les rues du centre de Bruxelles tous les deux ans, avec une thématique différente à chaque édition. En 2022, le thème était "Trompe l'œil". L'évènement se tient généralement un après-midi du mois de mai et nécessite presque un an et demi de préparation. Les organisateurs préparent le thème général avant de rencontrer et d'en discuter avec divers partenaires (maisons de jeunes, maisons de repos ou clubs de seniors, centres de santé mentale, écoles, centres culturels, etc.). Il s'agit aussi bien sûr d'écouter les demandes, les envies, les objectifs à participer au processus de la parade, car celui-ci dure plusieurs mois. Les organisateurs proposent ensuite aux partenaires de se regrouper en Zinnodes.

¹ Zinneke Parade 2022, sur <https://www.bruxelles.be/zinneke-parade#:~:text=Le%20samedi%2014%20mai%202022,les%20boulevards%20de%20la%20capitale.>



Ensemble pour créer quelque chose d'extraordinaire

Dans une Zinnode, on compte généralement entre trois et quatre, voire parfois jusqu'à sept partenaires. Ces derniers vont partager leurs envies et objectifs, avant d'aller vers leurs publics respectifs pour leur proposer de participer à une série d'ateliers. *"Normalement, dix à douze ateliers sont nécessaires pour arriver à quelque chose qui soit suffisamment abouti pour qu'on puisse aller dans la rue et en tirer beaucoup de plaisir"*, explique Véronique Depiesse de la Coordination artistique de la Zinneke Parade (Z Team). Certains ateliers sont destinés à la fabrication des costumes utilisés le jour de la parade, alors que d'autres vont se focaliser sur la musique, la construction des chars, etc. Chaque Zinnode est accompagnée par une coordination artistique. Il y a certes du plaisir, mais cette participation, aussi stimulante soit-elle, ne cache pas l'engagement long, avec les contraintes qui l'accompagnent. Pourtant, au fil des années, la participation des citoyens ne se dément pas.

Les participants arrivent de différentes manières dans les Zinnodes. Parce qu'ils sont, à un moment ou un autre, invités à venir voir un atelier ou même la parade. Certains ne mettent pas longtemps alors à rejoindre un projet créatif. Comme C., réfugié mauritanien, griot et musicien. C'est lors d'un de ses concerts qu'il a été approché pour rejoindre la Zinnode de Forest. Sa première participation date de 2022. *"Nous avons répété pendant plusieurs mois. Travailler ensemble, se réunir, n'a pas toujours été aisé car tous n'étaient pas toujours disponibles, confie le musicien. Malgré cela, nous avons réussi à maintenir le cap. Et si nous ne nous connaissions pas au début, nous sommes à présent devenus une famille."*

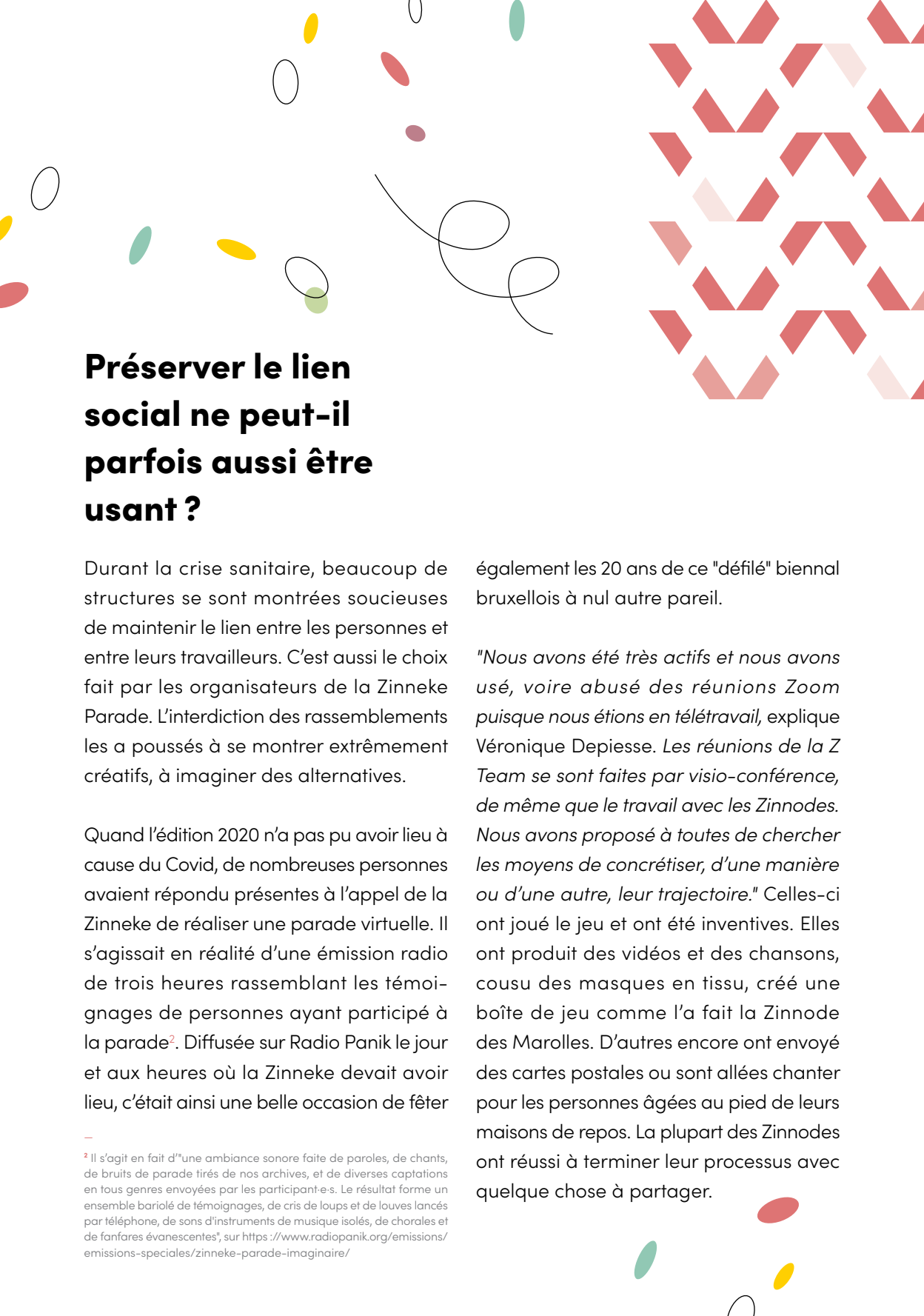
D'autres citoyens prennent directement contact avec les organisateurs de la Zinneke, à l'instar de Marie Fontaine, simple spectatrice au départ, devenue au fil des ans une participante très engagée. Dans la Zinnode d'Anderlecht, elle a ainsi ani-

"Ces liens, la solidarité, la bienveillance, le partage, l'objectif commun de participer à un événement grandiose dans l'espace public, et le plaisir qu'on en retire, voilà tout ce qui ancre la participation à la Zinneke Parade."

mé des ateliers "Costumes" et "Décor" où quelques citoyens avaient fait eux-mêmes la démarche de participer. Elle confirme que le processus n'est pas toujours des plus simples puisqu'il faut, avec des citoyens et des publics venant d'horizons différents, préparer la parade. Dans sa Zinnode, il y avait des personnes venant d'un centre pour personnes handicapées, des résidents d'une maison de repos, des étudiants, etc. De "chouettes liens" se sont noués entre ces publics qui n'ont que peu l'occasion

de se rencontrer dans la vie quotidienne. Ces liens, la solidarité, la bienveillance, le partage, l'objectif commun de participer à un événement grandiose dans l'espace public, et le plaisir qu'on en retire, voilà tout ce qui ancre la participation de Marie Fontaine à la Zinneke Parade.





Préserver le lien social ne peut-il parfois aussi être usant ?

Durant la crise sanitaire, beaucoup de structures se sont montrées soucieuses de maintenir le lien entre les personnes et entre leurs travailleurs. C'est aussi le choix fait par les organisateurs de la Zinneke Parade. L'interdiction des rassemblements les a poussés à se montrer extrêmement créatifs, à imaginer des alternatives.

Quand l'édition 2020 n'a pas pu avoir lieu à cause du Covid, de nombreuses personnes avaient répondu présentes à l'appel de la Zinneke de réaliser une parade virtuelle. Il s'agissait en réalité d'une émission radio de trois heures rassemblant les témoignages de personnes ayant participé à la parade². Diffusée sur Radio Panik le jour et aux heures où la Zinneke devait avoir lieu, c'était ainsi une belle occasion de fêter

également les 20 ans de ce "défilé" biennal bruxellois à nul autre pareil.

"Nous avons été très actifs et nous avons usé, voire abusé des réunions Zoom puisque nous étions en télétravail, explique Véronique Depiesse. Les réunions de la Z Team se sont faites par visio-conférence, de même que le travail avec les Zinnodes. Nous avons proposé à toutes de chercher les moyens de concrétiser, d'une manière ou d'une autre, leur trajectoire." Celles-ci ont joué le jeu et ont été inventives. Elles ont produit des vidéos et des chansons, cousu des masques en tissu, créé une boîte de jeu comme l'a fait la Zinnode des Marolles. D'autres encore ont envoyé des cartes postales ou sont allées chanter pour les personnes âgées au pied de leurs maisons de repos. La plupart des Zinnodes ont réussi à terminer leur processus avec quelque chose à partager.

² Il s'agit en fait d'une ambiance sonore faite de paroles, de chants, de bruits de parade tirés de nos archives, et de diverses captations en tous genres envoyées par les participant-e-s. Le résultat forme un ensemble bariolé de témoignages, de cris de loups et de louves lancés par téléphone, de sons d'instruments de musique isolés, de chorales et de fanfares évanescentes", sur <https://www.radiopanik.org/emissions/emissions-speciales/zinneke-parade-imaginaire/>

Au niveau de l'équipe, des questions par rapport à l'intensité du travail ont alors commencé à apparaître. Des signes de mal-être, aussi dû au télétravail, aux visio-conférences qui gommaient tous les éléments qu'on peut voir et faire dans les réunions en présentiel. Une des grandes questions était alors "Pourquoi continuer à proposer du collectif quand ce n'est plus possible ? Quel est le sens de notre travail si ce qui est au cœur de l'organisation de la parade ne peut avoir lieu ?" Ces éléments, ajoutés à d'autres, parfois plus personnels, ont ouvert la porte aux *burn-out* et dépressions parmi les travailleurs.

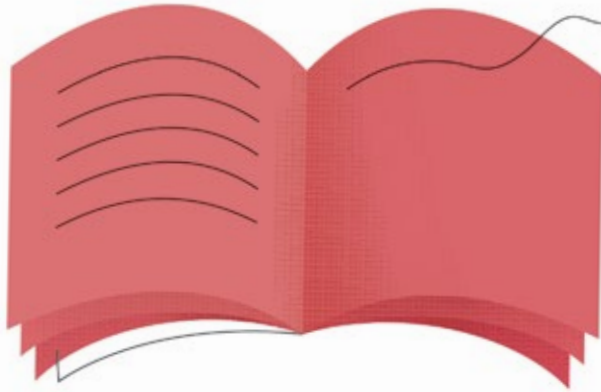
Malgré ces écueils, la parade 2022 a eu lieu et la prochaine se tiendra dans deux ans. Entre les deux, l'équipe trouvera-t-elle le temps de se pencher sur ce qu'il s'est passé entre 2020 et 2022 ? Arrivera-t-elle à dégager du temps pour parler des difficultés vécues par l'équipe ? On le souhaite parce que le bien-être des citoyens participant à la Zinneke est aussi tributaire de celui des organisateurs.

— *Anoutcha Lualabe Lekede*



Pour aller plus loin

Pauline Gérard, *La Zinneke Parade, une expérience interculturelle*, sur <https://www.centreavec.be/publication/la-zinneke-parade-une-experience-interculturelle/>



ARTICLE

Ce que veut dire être et faire ensemble aux Pissenlits

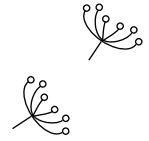
Début de l'été dernier, Les Pissenlits, une association bruxelloise active en promotion de la santé avec une démarche communautaire, recevait les exemplaires très attendus du *Journal intime d'un groupe de femmes – Une mise en œuvre de la démarche communautaire en santé*. Un beau livre écrit à plusieurs mains et fruit d'un travail mené sur quelques années. Cette publication est également une parfaite illustration de ce qu'un collectif peut faire ensemble, n'en déplaise à la crise sanitaire.



*Le Journal intime d'un groupe de femmes – Une mise en œuvre de la démarche communautaire en santé*³ est le fruit du groupe de parole "Femmes, hormones et sociétés" créé en 2008 au sein de l'asbl Pissenlits située dans le quartier Cureghem à Anderlecht. Ce groupe est né à la suite des demandes de personnes qui fréquentaient l'association dans le cadre d'un projet précédent baptisé "Santé au féminin". Une diversité de thématiques y étaient abordées telles que l'alimentation, les allergies, le cancer du sein... Le groupe a aussi invité Catherine Markstein, ancienne coordinatrice de Femmes et Santé, une association féministe de promotion de la santé, pour conduire quatre séances sur la ménopause. Au cours de celles-ci, de nombreuses questions ont été posées sur cette étape de la vie des femmes, mais également sur les hormones, la sexualité, le rôle de la femme... C'est de là qu'est réellement née l'idée de créer un groupe de paroles dédié à ces questions.

Contrairement aux autres projets menés aux Pissenlits, le groupe de parole "Femmes, hormones et sociétés" (F.H.S.) était non mixte, les sujets abordés touchant en grande partie à l'intimité des femmes. Les objectifs poursuivis étaient multiples. Individuellement, il s'agissait d'offrir à chaque participante une occasion de s'exprimer, de partager son vécu et ses émotions. Mais il était aussi question que les unes apprennent des autres, sans que cela n'empêche d'inviter si nécessaire des professionnel-le-s. Le but étant que les savoirs profanes et spécialisés puissent aider chacune à trouver des (petites) solutions au quotidien pour l'aménager le mieux possible. Au niveau du groupe, constitué de femmes de générations différentes, de cultures diverses, l'objectif était aussi de faire bénéficier les autres participantes de ses témoignages, expériences, "petites astuces", etc. Au-delà, la volonté était de pouvoir partager en-dehors du groupe : certes, avec des proches, mais aussi avec un public élargi. Dès le départ, la proposition a été faite de laisser une trace des rencontres à venir sous la forme d'un recueil ou d'un livre.

³ Journal intime d'un groupe de femmes – Une mise en œuvre de la démarche communautaire en santé, asbl Les Pissenlits, 2022, 217 pages.



"Le but est que les savoirs profanes et spécialisés puissent aider chacune à trouver des (petites) solutions au quotidien pour aménager ce dernier le mieux possible."

Un livre aux couleurs des Pissenlits

Le *Journal intime d'un groupe de femmes*⁴ est composé de deux parties de couleurs différentes. La première, dont la tranche des pages apparaît en jaune, permet de découvrir tout ce qui a été abordé dans le groupe de paroles, du moins une sélection des échanges regroupés en différents thèmes. La deuxième partie, dont la tranche des pages est en vert, parle de la méthode de travail utilisée, à savoir la démarche communautaire en santé, et est intitulée "La Démarche". Cette partie montre comment créer un savoir collectif et réaliser un outil illustrant la trajectoire choisie.

Le livre condense en 217 pages quatre années d'échanges du groupe. Au bout de deux années de rencontres régulières, le groupe a constitué un petit groupe

⁴ Des personnes sourdes et malentendantes participent aux activités des Pissenlits et co-construisent avec les travailleurs de l'association les différents projets qui y sont menés. Pour les activités en présentiel, une ou deux interprètes en langue des signes est toujours présente. Les personnes sourdes et malentendantes peuvent prendre connaissance du livre puisque celui-ci est en effet disponible en langue des signes de Belgique francophone (LFSB) sous forme de capsules vidéo. En scannant le QR Code, elles accèdent à la table des matières du livre sur le site des Pissenlits. En cliquant sur chaque intitulé de chapitre, elles peuvent visionner son contenu en LFSB.

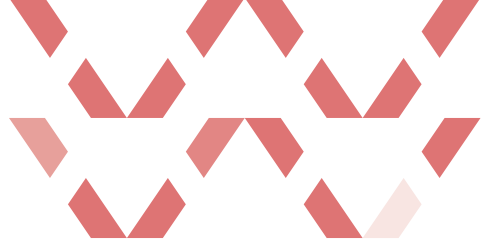


Le collectif F.H.S.R., plus fort que le Covid-19 ?

de travail baptisé "Femmes, Hormones et Société : le recueil" (F.H.S.R.)⁵, réunissant quelques participantes qui, au fil du temps, sont devenues des personnes relais incontournables au sein de l'association, ainsi que Frédérique Déjou, Vérane Vanexem et Noémie Hubin, respectivement coordinatrices et chargée de projets aux Pissenlits. Le temps de retranscrire toutes les rencontres du groupe, d'organiser des réunions spécifiques dévolues au recueil, de rassembler les échanges dans des chapitres thématiques, la crise sanitaire était là. *"Heureusement, confie-t-on du côté de l'association, le plus gros du travail avait été réalisé. Nous avons mis à profit la période de la pandémie pour finaliser la rédaction."*

Crise sanitaire oblige, les activités du groupe de travail, comme toutes celles de l'association, ont dû être interrompues. Mais très vite, la petite équipe des Pissenlits s'est montrée créative pour continuer à travailler et maintenir ce lien indispensable entre personnes dans toute démarche communautaire. Il a d'abord fallu commencer par répondre à des urgences (des personnes et des familles n'avaient plus de colis alimentaires), donner des centaines de coups de fil pour prendre des nouvelles des uns et des autres, rassurer par rapport à la masse d'informations reçues, expliquer les mesures sanitaires, rappeler, par exemple, qu'il était inutile de tout nettoyer à l'eau de Javel chez soi. Il a également fallu former, s'appropriier les outils numériques et, parfois aussi, équiper des personnes en situation précaire.

⁵ Le groupe de paroles F.H.S. réunissait des femmes entendantes et des femmes sourdes. Une personne sourde fait aussi partie du groupe de travail F.H.S.R.



Témoignage de L.

"Le livre, ceux qui liront, ils vont se rendre compte que c'est un travail réel, que c'est le résultat de conversations qu'on a eues ici, et ils vont se sentir proches de nous, et donc, il y aura un lien avec nous, même si on ne s'est jamais rencontrés, ou jamais vus. Et ça, c'est important, un lien va se tisser entre le groupe source et le groupe cible. (...) Les gens se diront : 'Ça, c'est une vraie histoire ! Moi aussi je suis passée par là, ou je ne passe pas par-là, moi aussi je suis tracassée par ces mêmes problèmes'. Et donc, c'est ça qui est important, c'est de créer un lien entre eux et nous."

— Extrait du *Journal intime d'un groupe de femmes*, p. 172.

Cette étape passée, le travail au sein de tous les groupes de paroles s'est poursuivi, par visio-conférences, mais parfois aussi en présentiel quand cela était possible, dans le respect des mesures sanitaires. Des groupes WhatsApp ont été créés pour identifier des moments d'échanges, pour découvrir en petits groupes des coins de Bruxelles. Inaya⁶, une des personnes-relais du groupe de travail F.H.S.R., a réalisé des capsules vidéo de trois, quatre minutes proposant des recettes ordinaires, mais adaptées aux personnes diabétiques⁷. Ces capsules vidéo ont été postées sur le groupe Facebook Pissenlits créé spécifiquement pour servir de soutien pendant la crise sanitaire : *"Je ne savais pas et j'ai appris sur le tas. Ma fille m'a un peu aidée. Mais ce n'était pas du tout évident, car pour réaliser une vidéo de trois, quatre minutes, la réalisation me prenait 4h ou 5h"*. Des participantes ont aussi maintenu le lien entre elles en-dehors des Pissenlits : par téléphone ou, parfois, en invitant une autre participante, accompagnée de sa famille, à partager un verre ou un repas dans le jardin.

—

⁶ Prénom d'emprunt.

⁷ Depuis longtemps, le diabète est au cœur des préoccupations des Pissenlits. Parmi les activités que l'association propose, il y a le Groupe Diabète à l'initiative de nombreux projets.

**"Ce collectif a créé,
au fil du temps, des
liens solides, basés
sur le respect, la
bienveillance, la
solidarité."**

La crise sanitaire aura impacté le groupe F.H.S.R, comme elle l'a fait pour tous les liens sociaux tissés ailleurs. Mais ce collectif a créé, au fil du temps, des liens solides, basés sur le respect, la bienveillance, la solidarité. Tous ces éléments ont permis que les citoyennes et les professionnelles travaillent ensemble, discutent en toute confiance. Les décisions prises ensemble

pour co-construire le projet et le recueil auront également joué un rôle fédérateur. Et le long processus qui a conduit à la période actuelle permet d'envisager assez sereinement l'étape suivante, à savoir la diffusion du *Journal intime*.

Si la question a déjà été abordée en amont, le travail prévu pour la rentrée 2022 était que toutes puissent réfléchir à la diffusion de l'ouvrage : auprès de qui, comment le faire, etc. Faut-il ou non prévoir un événement plus festif qui permettrait de lancer cette belle réalisation collective ? Voilà quelques-unes des interrogations sur lesquelles le groupe aura travaillé les mois passés.

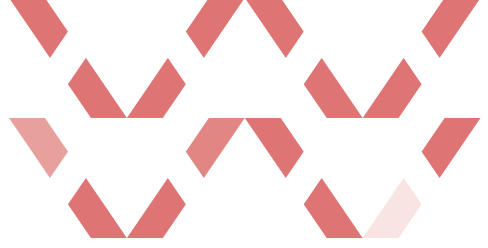
— *Anoutcha Lualaba Lekede*



Pour aller
plus loin

Le *Journal intime d'un groupe de femmes*
– Une mise en œuvre de la démarche com-
munautaire en santé est disponible auprès de
l'asbl Les Pissenlits. Site : www.lespissenlits.be





ARTICLE

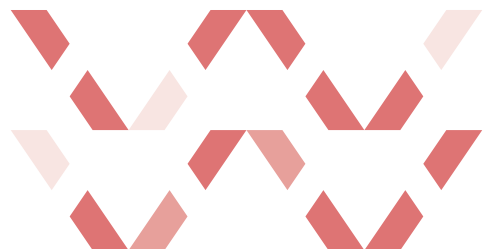
L'essence du collectif, à travers les associations de patients et de proches

Depuis 1999, la LUSS (Ligue des usagers des services de santé) valorise la participation active des usagers aux politiques de santé. Cette participation à divers titres a été mise à l'honneur dans un film documentaire, accessible sur Youtube et sur le site de la LUSS. L'objectif : faire connaître le rôle des associations de patients et de proches au grand public, aux professionnels de la santé et aux décideurs politiques. Afin de recréer du lien et faire entendre leur voix dans la prise en compte de la maladie.



Depuis la création de la LUSS, qui est une fédération indépendante réunissant 90 associations de patients et de proches et le porte-parole des usagers des services de santé (notamment au travers de 19 mandats auprès d'instances politiques), la question de la visibilité de ces associations est une préoccupation constante. Avec la crise du Covid, leurs possibilités traditionnelles d'actions ont été largement freinées, voire empêchées. Le contexte de la pandémie a rappelé de manière cruciale le rôle essentiel joué par ces associations comme lieux d'accueil et d'écoute, d'informations et de préservation du lien social par l'organisation d'activités, mais aussi comme caisses de résonance des préoccupations des patients auprès de diverses instances, dont les lieux de décisions politiques.

Il paraissait donc indispensable au sortir de cette crise de renforcer la visibilité des groupements composés de personnes atteintes ou concernées par une pathologie, un handicap, une maladie ou toute question relative à la santé. Le choix s'est porté sur un support visuel, parlant et définissant l'essence même de l'action de ces associations, qui s'est matérialisé en un documentaire de 17 minutes, réalisé par Arthur Lecouturier (Média Animation), selon un synopsis élaboré par la LUSS et ses membres.





Découvrir, S'investir, Agir

Dans cette vidéo, l'on découvre les parcours d'Amandine, de Mireille et de Cécile qui, comme des milliers de personnes en Belgique, souffrent d'une maladie (physique ou mentale), ce qui les a amenées à croiser le chemin d'une association de patients et de proches et qui découvrent, s'investissent ou agissent dans ce cadre.

Comme l'explique Amandine, étudiante de 22 ans, *"L'annonce du diagnostic a été une étape délicate. Les symptômes étant sans équivoque, mon médecin m'a fait admettre aux urgences. C'est là que le diagnostic de diabète est tombé. Le plus contraignant, c'est d'avoir tout le matériel sur soi, les stylos, les aiguilles, les piqûres, pour prévoir les incidents."* Amandine a été suivie dans un premier temps par une psychologue, mais si elle accepte le traitement, elle a toujours du mal avec le terme de maladie. Elle a alors découvert l'association Diacoach, auprès des membres de laquelle elle a trouvé une oreille attentive : *"Sans le vouloir, le monde médical peut avoir un regard jugeur. Je suis plus à l'aise avec les membres de Diacoach : je*

reçois des conseils, des astuces et je n'ai pas peur d'être jugée." Elle estime qu'avec un suivi médical rigoureux, le soutien de ses proches et Diacoach, c'est une base pour bien vivre.

Mireille est plus âgée et cela fait huit ans qu'on lui a diagnostiqué la maladie de Parkinson. Elle est retraitée depuis quelques années et est très active dans un refuge pour animaux, mais aussi auprès de l'association Action Parkinson, dans laquelle elle a décidé de s'investir. Elle y accueille les nouveaux membres, les met à l'aise, les invite à venir aux tables de parole pour découvrir l'association. Elle explique : *"Je participe aussi aux activités proposées par l'association, notamment de la boxe. Je ne suis pas cette activité pour pouvoir taper sur un adversaire mais les gestes, la coordination, le fait de bouger ses hanches, ses pieds, son buste, cela fait beaucoup de bien."* Pour Mireille, le fait de se mettre au service de l'association dont elle est aussi bénéficiaire lui a permis de s'engager dans une activité qui a du sens et de trouver un nouvel équilibre.

Un dossier pédagogique et un annuaire

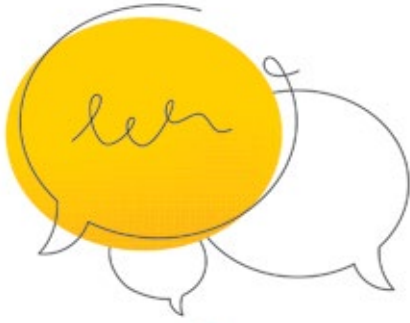
Quant à Cécile, qui présente des troubles bipolaires, elle a décidé d'agir au sein de Funambule, une association de soutien aux personnes atteintes de bipolarité et à leurs proches. Il s'agit d'un groupe d'entraide et d'un espace militant au sein duquel quinze bénévoles sont actifs, dont Cécile et son binôme Stéphane font partie. *"Nous avons mené un travail de fond concernant le remboursement d'un médicament qui coûtait 27 euros le flacon, en écrivant une lettre à la ministre de la Santé de l'époque, Maggie De Block. Nous avons atteint notre objectif en ramenant les coûts de ce traitement à 9 euros le flacon."*

Au-delà de cette action militante, Cécile est écoutante et prend en charge plus de 100 appels par mois. *"Quand j'entends encore que des personnes malades pensent qu'on peut attraper cette maladie en allant dans un pays exotique, je me dis qu'il y a encore du boulot d'information à réaliser."*

Depuis 2021, le documentaire "L'essence du collectif" a été présenté dans différents cinémas, avec pour objectif d'informer, de sensibiliser différents milieux quant au rôle joué par ces associations de patients et de proches. Il a également été diffusé sur les télévisions communautaires de Bruxelles et de Wallonie. La vidéo est aujourd'hui accessible sur le site de la LUSS, ainsi que sur YouTube, ce qui va permettre une plus grande diffusion. Une version courte de 40 secondes, susceptible d'être visionnée dans les lieux de soins de santé, est également disponible sur YouTube.

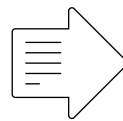
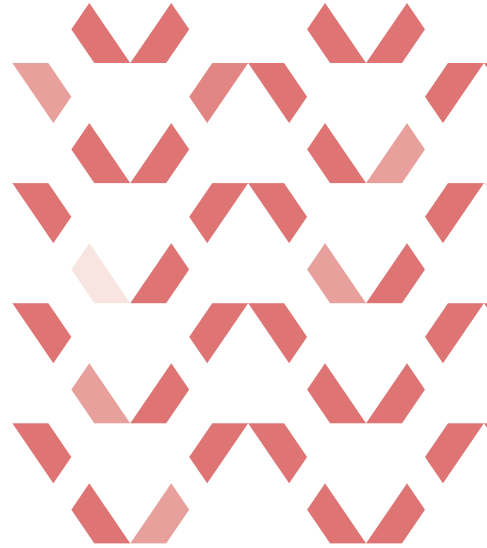
Pour appuyer ce support, un cahier pédagogique (téléchargeable sur le site ou en version papier, auprès de la LUSS) a été réalisé par Carine Serano, directrice opérationnelle, et Bernadette Pirsoul, chargée de projets de la LUSS, avec Point Culture. Il contient plusieurs pistes d'animation et d'échanges à mener à la suite de la pro-

Le contexte de la pandémie a rappelé de manière cruciale le rôle essentiel joué par les associations de patients comme lieux d'accueil et d'écoute, d'informations et de préservation du lien social, mais aussi comme caisses de résonance des préoccupations des patients auprès de diverses instances, notamment politiques.



jection du film documentaire. Cela permet d'aborder l'existence, le rôle et les services rendus par les associations de patients et de proches et de se poser des questions importantes, comme l'acceptation de la maladie, la place du patient par rapport au corps médical, l'importance de la rencontre et du partage au sein de ces associations ou encore la participation des usagers aux politiques de santé. Le cahier pédagogique met aussi l'accent sur la possibilité de créer son propre réseau d'associations et de mieux connaître celles qui existent. Par ailleurs un inventaire papier (disponible sur demande) permet de faire connaître l'ensemble des associations existantes dans les institutions de soins (hôpitaux, médecins généralistes, maisons médicales...).

– *Nathalie Cobbaut*



Pour aller plus loin

A télécharger :

– **le documentaire**

"L'essence du collectif" (MP4, 16 minutes, 189 Mo), <https://bit.ly/3HBrsAO> ou sur YouTube (<https://www.youtube.com/watch?v=gZklmFYWH8w>)

– **Le cahier pédagogique**

(<https://bit.ly/3FSG0dQ>), également disponible en version papier auprès du secrétariat de la LUSS (luss@luss.be)

Carine Serano, *Les usagers, créateurs d'alternatives*, Prospective Jeunesse n°71, 2014, pp. 13-16



Recréer du collectif avec les associations : retisser des liens dans les services et avec les usagers



INTERVIEW

44

PARLER,
UN INDISPENSABLE
POUR REFAIRE
LIEN APRÈS
LE COVID

52

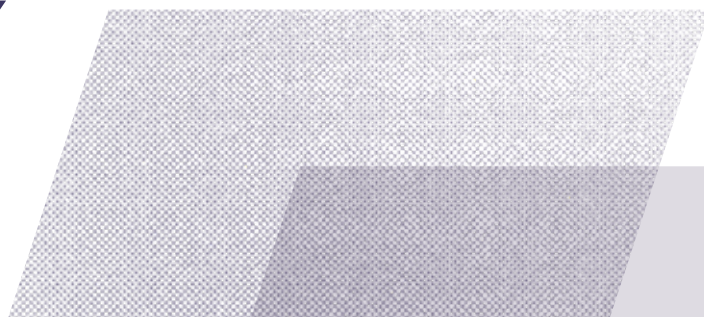
LE CORONAVIRUS
N'A PAS TERRASSÉ
LE COLLECTIF

60

REGARDER
EN ARRIÈRE
POUR MIEUX
AVANCER

64

L'AUTRE "LIEU",
QUAND LE SOIN
VIENT DU
COLLECTIF



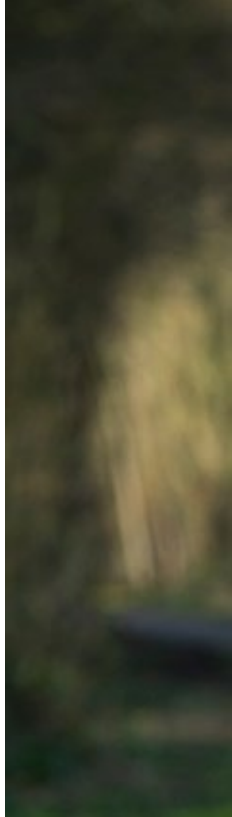
Intro

Le printemps 2022 a marqué un tournant dans la lutte contre la propagation du coronavirus puisqu'il a signé, avec la fin du confinement et la levée de mesures sanitaires, un retour à la "normale". Pour les travailleurs, parmi lesquels beaucoup ont expérimenté le télétravail, cela a signifié le retour dans les bureaux et, pour les équipes, l'occasion de pouvoir retravailler comme avant. Cependant, pouvons-nous réellement prétendre refaire comme avant ? Car la crise sanitaire a été longue et nous a tous impactés.

Notre santé mentale a particulièrement été mise à rude épreuve. Dans l'interview qu'il a accordée à Bxl santé pour introduire ce deuxième chapitre, Olivier Luminet, professeur de psychologie de la santé à l'Université catholique de Louvain et de psychologie des émotions à l'Université Libre de Bruxelles, souligne combien la population a été traversée par des émotions négatives au cours de la pandémie. Certains groupes ont été plus touchés que d'autres. Mais la préoccupation pour la santé mentale a commencé à émerger alors que la crise était déjà bien installée. Ceci pousse une nouvelle fois à interroger la place que notre société accorde à la prévention.

Sur le terrain, comment les associations ont-elles fait pour se maintenir et continuer leurs activités ? Dans le premier article, à l'instar de ce que de nombreuses structures ont réalisé, deux d'entre elles, Cultures&Santé et la Free Clinic, font part de leur expérience pour rester un collectif soudé pendant et après la crise. Le deuxième article traite de la santé mentale à travers l'action de deux associations qui ont travaillé avec des professionnels agissant en première ligne. Le Centre de Formation à l'Ecoute du Malade (CEFEM) et la Ligue Bruxelloise pour la Santé Mentale (LBSM) ont permis à des professionnels de se réunir et de parler de leur travail. Le dernier article de ce chapitre est consacré à L'Autre "lieu" - RAPA (Recherche-action sur la psychiatrie et les alternatives), une association qui s'intéresse aux liens existants entre la santé mentale et la société.





INTERVIEW

Parler, un indispensable pour refaire lien après le Covid

Le déconfinement et la levée des mesures sanitaires au printemps 2022 ont permis une reprise de toutes les activités. Les personnes qui télétravaillaient, à temps plein ou partiel, ont pu retourner dans les bureaux sous-employés depuis deux ans. Les rencontres et activités sociales, qui ne se faisaient plus qu'en respectant des consignes sanitaires strictes, ont enfin pu reprendre... Mais ce "retour aux affaires" signifie-t-il que toutes les activités ont redémarré et se déroulent comme avant la crise sanitaire ? La pandémie nous a tous marqués d'une manière ou d'une autre et a irrémédiablement laissé des traces. Or, jusqu'à présent, cette situation ne semble pas faire l'objet d'une grande préoccupation. Une erreur selon les psychologues. Entretien avec Olivier Luminet, professeur de psychologie de la santé à l'Université catholique de Louvain (UCLouvain) et de psychologie des émotions à l'Université Libre de Bruxelles⁸.

—

⁸ Olivier Luminet est également directeur de recherche auprès du Fonds belge pour la Recherche Scientifique (FRS-FNRS). Il est membre du groupe d'experts "Psychologie et corona" et co-président du groupe permanent "santé mentale" auprès du Conseil supérieur de la santé.



Olivier Luminet

BRUXELLES SANTÉ

Nous sortons d'une crise sanitaire qui a été longue et difficile à vivre pour tout le monde. Les professionnels de la santé mentale disent que nous avons tous été impactés à des degrés divers. De quelle manière le Covid-19 a-t-il eu une incidence sur notre santé ?

OLIVIER LUMINET

Au début de la pandémie, la peur et l'anxiété étaient très présentes, notamment lors des premiers mois parce que nous étions confrontés à l'inconnu. Et l'inconnu suscite toujours des émotions, en particulier la peur. Par après, cette peur a quand même diminué aux autres moments de la pandémie.

Différentes études nous le montrent, notamment l'une d'entre elles réalisée en 2021 auprès des étudiants : la peur a été très forte au début et a diminué ensuite. La colère a également été présente de manière forte à certains moments. Mais elle est plutôt apparue par après, durant le début du printemps 2021. Nous étions alors dans une vague d'infections importante, avec de nombreuses restrictions. A cette époque-là (février 2021), la campagne de vaccination n'en était qu'à ses débuts. Une enquête menée auprès des étudiants de l'enseignement supérieur révèle que 65% d'entre eux ressentaient une colère très forte⁹. C'est un pourcentage vraiment important. En revanche, à cette même période, la peur ne concernait plus que 45% des étudiants.

⁹ Schmits E., Dekeyser S., Klein O., Luminet O., Yzerbyt V., Glowacz F., "Psychological Distress among Students in Higher Education : One year after the Beginning of the COVID-19 Pandemic", Int. J. Environ. Res. Public Health 2021, 18, 7445. <https://doi.org/10.3390/ijerph18147445>.

*“Durant la crise,
les gens ont été
capables d’accepter
des mesures difficiles.
Ils les acceptaient
s’ils en comprenaient
les raisons.”*


— **Olivier Luminet**

Quand les mesures s’allégeaient, on observait automatiquement une diminution de la colère. Si 65% des étudiants étaient très ou un peu en colère en février 2021, ils n’étaient plus que 45% à l’être quand on les a réinterrogés au mois de juin. En effet, à ce moment-là, des perspectives se dessinaient, nous pouvions bénéficier de moins de restrictions.

La colère était fortement liée aux mesures que les gens estimaient justes ou injustes. A certains moments, ils trouvaient cohérentes les mesures prises, alors qu’à d’autres, ils ne les trouvaient plus du tout cohérentes. La cohérence des mesures prises a joué un rôle important dans les émotions qui ont traversé la pandémie. Durant la crise, les gens ont été capables d’accepter des mesures difficiles. Ils les

acceptaient s’ils en comprenaient les raisons. Toutefois, quand les raisons étaient mal expliquées ou qu’ils trouvaient les règles absurdes, cela générait beaucoup d’émotions négatives.

Parallèlement, on peut aussi souligner la faible présence d’émotions positives. Ainsi lors de l’enquête auprès des étudiants, nous avons également interrogé leur sentiment d’être heureux. En février 2021, moins de la moitié d’entre eux se sentaient fortement ou moyennement heureux. Le fait qu’au moment le plus aigu de la crise seuls 15% d’entre eux disaient se sentir fortement heureux aurait dû interpeller davantage les autorités politiques car il s’agissait d’un signal d’alerte. Car chez les jeunes, les émotions positives sont généralement très importantes et dominantes.



En juin 2021, lorsque la situation s'est améliorée, une proportion plus importante de ces jeunes se sentait de nouveau bien. Pour être dans un état de bien-être, il faut à la fois ne pas ressentir trop d'émotions négatives et, en même temps, ressentir suffisamment d'émotions positives. L'évaluation de ces dernières est donc fondamentale parce que notre moteur pour fonctionner est également de ressentir des émotions positives.

—

B.S. *Durant la première partie de la crise, il a finalement été fait peu de cas de la santé mentale. Les autorités publiques par exemple n'ont commencé à s'y intéresser qu'au moment où la crise sanitaire était déjà bien installée.*

—

O.L. Ne pas avoir accordé d'importance du tout à la santé mentale durant la première partie de la crise a été un problème majeur. Il a fallu quelques épisodes émotionnellement forts, tel que le suicide d'une jeune coiffeuse près de Liège, pour que l'on prenne conscience de l'importance de la santé mentale.

Autant le fait de ne pas avoir accordé d'importance à la santé mentale durant la première partie de la crise était problématique, autant l'utilisation à toutes les sauces de celle-ci, y compris pour dire "Pour la santé mentale des gens, il faut lever toutes les restrictions" a posé de sérieuses questions. A certains moments, les arguments avancés n'étaient pas vraiment utilisés pour améliorer la santé mentale des citoyens, mais peut-être plus pour accélérer l'ouverture des commerces et limiter les implications financières de l'arrêt des activités. C'était une manière détournée d'utiliser la santé mentale. Une telle instrumentalisation a également des effets négatifs sur le bien-être de la population.

Il faut espérer que les autorités se sont rendu compte qu'il aurait fallu se préoccuper plus tôt de la santé mentale et que le coût de la crise sur celle-ci est élevé. Un nombre relativement important de personnes sont actuellement dans des situations de *burn-out*, de dépression, de manque de motivation dans la vie, etc. Un travail préventif est toujours extrêmement important. A présent, je vois une double priorité. Il s'agit à la fois de soigner les gens



qui souffrent de problématiques de santé mentale, mais aussi prévenir les difficultés auprès de tous ceux qui pourraient en souffrir plus tard. La tentation est forte de dire : "Regardons uniquement la partie visible de l'iceberg et préoccupons-nous uniquement des personnes qui ont des troubles anxieux et dépressifs avérés parce que ceux-là sont visibles". Mais comme psychologues, nous savons qu'en-dessous de la partie visible, se trouvent de nombreuses personnes qui sont en tension. Si nous n'améliorons pas leur état, elles aussi risquent de développer des maladies mentales dans les mois ou dans les années à venir. Il va donc falloir jouer sur les deux niveaux et avoir le courage d'investir énormément dans la prévention, pour tous les âges, afin d'éviter des dégâts dans les générations futures.

Ne pas le faire coûterait très cher. J'ai eu l'occasion de le vérifier lors d'un voyage aux Etats-Unis l'été dernier. J'ai été frappé par le nombre extrêmement élevé de personnes sans-abri, notamment celles souffrant de troubles mentaux. C'est la conséquence d'une politique des années 1980, lors de la présidence de Ronald Reagan, qui peut se résumer en ceci : "Nous

“Un nombre relativement important de personnes sont actuellement dans des situations de burn-out, de dépression, de manque de motivation dans la vie, etc.”

– Olivier Luminet

fermons les hôpitaux psychiatriques. Ces gens n'ont pas besoin d'être traités en hôpital psychiatrique, ils peuvent très bien se débrouiller en dehors". Qu'en est-il résulté ? Une population importante de personnes souffrant de troubles mentaux graves et désocialisées, dont les États-Unis payent encore les pots cassés actuellement.

Il faut absolument éviter chez nous une telle situation qui passerait par une minimisation de la place de la prévention. Il faut développer la prévention partout : à l'école, au travail, dans tous les lieux de socialisation en réalité. Avoir cette attention à la prévention des troubles mentaux, à la santé mentale en générale est vraiment essentiel.

—

B.S. Concrètement, qu'y a-t-il lieu de faire ?

—

O.L. Il est par exemple possible de mettre en place des actions de groupe qui sont très efficaces et qui ne sont pas nécessairement très coûteuses.

Concernant les soignants des milieux hospitaliers par exemple, il ne faut pas commettre l'erreur d'exiger d'eux un engagement maximal dans le travail exercé au sein d'unités en manque d'effectifs parce qu'il y a manque de personnel. Dans les institutions hospitalières, il faut consacrer du temps à des groupes de discussion de prévention. Ceux-ci seraient des espaces où les gens peuvent mettre en évidence les peurs et les souffrances qu'ils ont pu développer à la suite de certaines situations difficiles à gérer. Il est important de prendre le temps d'en discuter et de voir comment gérer d'autres situations de l'ampleur de celles provoquées par le Covid. Une partie de ces soignants, dans les hôpitaux ou dans les maisons de repos, a été confrontée à des gens gravement malades, ils ont vu des gens mourir. Ce sont des situations qui les ont profondément frappés, mais aussi parfois traumatisés. Il ne faudrait certainement pas dire : "Laissons passer, cela ira mieux plus tard".

Généralement, comme êtres humains, nous avons tendance à oublier les événements négatifs. Cependant, confrontés à des situations particulièrement intenses et traumatiques, il devient très difficile de faire disparaître les émotions négatives. Il faut identifier les travailleurs qui ont vécu des situations traumatiques pour les aider à affronter cela. Certains vont pouvoir être aidés parce qu'ils auront la possibilité d'en parler ouvertement. D'autres en revanche vont pouvoir l'être par différentes activités. On peut considérer ces activités comme des "bulles" dans leur environnement de travail, des espaces où ils peuvent respirer.

“Dans les structures où les personnes ont beaucoup télétravaillé, il est essentiel de recréer des moments de présentiel.”

— **Olivier Luminet**

Dans les structures où les personnes ont beaucoup télétravaillé, il est essentiel de recréer des moments de présentiel. Car il y a eu beaucoup de changements dans les habitudes de travail. Certaines organisations ont maintenant un niveau de télétravail très élevé. Aujourd'hui, il est essentiel de voir aussi ce qui convient aux gens. Certains ont un besoin de sociabilité élevé. Il est indispensable de recréer un minimum de sociabilité en organisant des activités en présentiel. Pas uniquement des activités de travail, mais aussi des activités de distraction, comme des journées au vert de toute l'équipe. Simplement pour se retrouver, reparler ensemble aussi du quotidien parce que les interactions en direct ont cruellement manqué lors de ces deux dernières années.

Autoriser la flexibilité est aussi important. Pour certaines personnes, l'idéal est de faire quatre jours de télétravail et un jour de présentiel. Pour d'autres, c'est le contraire. Il faut tenir compte des besoins de chacun. Il faut pouvoir adapter, offrir une certaine flexibilité afin de créer le meilleur bien-être possible au travail.

—
B.S. *Ces points d'attention relatifs à la prévention sont-ils aussi applicables aux secteurs socio-sanitaires, actifs tant en première qu'en deuxième ligne ?*

—
O.L. Ne pas centrer uniquement les activités sur la pratique professionnelle et oser aller au-delà est une considération valable pour tout le monde du travail. Parce que le Covid a impacté nos vies sur tous les aspects et c'est aussi cela qui est particulier dans cette situation : à des degrés divers, nous avons tous vécu des situations difficiles. Par conséquent, nous avons tous vécu une certaine fatigue mentale et physique.

“Passer 24h dans une activité ludique n'est pas synonyme d'une perte de temps. C'est au contraire du temps qui va être bénéfique pour mieux faire face à l'avenir. .”

— **Olivier Luminet**

Nous redémarrons actuellement dans un état qui diffère de celui que nous avons par exemple à l'automne 2019. Pour bien recommencer, il vaut mieux ne pas être tentés de repartir à 100% et se dire que nous devons être aussi efficaces qu'au-paravant. Il faut réaliser que nous avons tout à gagner à prendre le temps qu'il faut pour retrouver le lien social et ne pas considérer cela comme du temps perdu. Peut-être faut-il penser à organiser une journée au vert de façon régulière. Passer 24h dans une activité ludique n'est pas synonyme d'une perte de temps. C'est au contraire du temps qui va être bénéfique pour mieux faire face à l'avenir.

Il faut donc reprendre le travail à notre rythme parce que nous avons beaucoup à récupérer. Il faut reconnaître que la crise sanitaire a été longue et que nous n'allons pas en sortir comme ça du jour au lendemain. Il faudra des étapes et parmi celles-ci, il faudra éviter d'aller trop vite. Il faut le faire à son rythme et en veillant, à chaque fois, à ne laisser personne au bord du chemin.

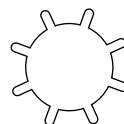
Pour toutes les structures, investir dans la santé mentale est un gage de bien-être. Tous ceux qui s'y engagent doivent se dire que c'est un investissement sur le long terme et non sur le court terme. Ceux qui le feront dès à présent seront peut-être ceux qui auront le personnel le plus heureux et le plus épanoui dans quelques années.

— *Propos recueillis par Anoutcha Lualaba Lekede*



Pour aller plus loin

Collectif, sous la direction d'Olivier Luminet et Delphine Grynberg, *Psychologie des émotions – Concepts fondamentaux et implications cliniques* (2^e édition), Edition De Boeck Supérieur, 2021, 448 pages.



ARTICLE

Le coronavirus n'a pas terrassé le collectif

De taille microscopique, le Covid-19 s'est cependant montré un adversaire redoutable puisqu'il aura fait trembler la planète pendant deux longues années. L'ennemi a particulièrement été retors parce qu'il a fallu, pour éviter sa propagation, mettre entre parenthèses les relations en présentiel, ou alors en respectant scrupuleusement les consignes sanitaires. Nos relations sociales en ont été terriblement impactées, nos relations au travail, complètement bousculées. Mais les collectifs de travail même avec des équipes contraintes à télétravailler, n'ont pas disparu dans les limbes durant cette période. Petit tour dans deux associations bruxelloises pour illustrer les adaptations que bon nombre de structures ont dû mettre en œuvre.

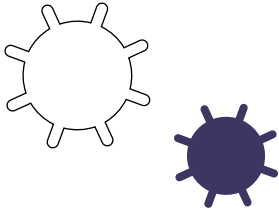


L'arrivée du Covid, dans le monde du travail comme dans d'autres domaines, a d'abord été un moment de sidération pour tous. Du jour au lendemain, les activités ont dû s'interrompre et une partie importante des travailleurs a dû télétravailler. La principale difficulté étant alors que tous n'avaient pas le matériel adéquat pour le faire. Cela constitue un problème quand le travail doit se poursuivre, mais ce n'était pas le point le plus important. Beaucoup d'associations ont consacré leurs efforts à maintenir le lien avec leurs publics.

C'est le cas notamment à Cultures&Santé, association de promotion de la santé, d'éducation permanente et de cohésion sociale. Le premier objectif, essentiellement lors du premier confinement, était de garder le lien avec les nombreuses personnes participant à l'atelier de Français Langue Etrangère. Le contact a été établi par des appels téléphoniques, par la création de groupes WhatsApp, par l'envoi d'exercices par courrier postal pour des personnes apprenant le français, par le partage de petites vidéos, etc.

*"Les travailleurs ont aussi
commencé à utiliser les logiciels de
réunions à distance (...)
Par rapport à ces liens retrouvés,
'Nous étions même assez
enthousiastes!'"*

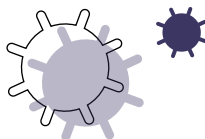
*— Najya Si M'Hammed et Dominique Durieux,
chargée de projets et coordinatrice
à Cultures&Santé*



A la fin du premier confinement, l'association a commencé à investir dans du matériel informatique et à configurer les ordinateurs pour que le travail de bureau puisse se faire à partir de la maison. Même si l'entière des besoins n'a pu être rencontrée, au moins la majorité de l'équipe pouvait télétravailler et accéder au serveur central. Les travailleurs ont aussi commencé à utiliser les logiciels de réunions

à distance (d'équipe, de secteurs, avec des partenaires, etc.). Se souvenant de l'époque, des membres de l'équipe disent s'être sentis un peu rassurés par rapport à ces liens retrouvés : *"Nous étions même assez enthousiastes"*. Dès que le télétravail n'a plus été que vivement recommandé, l'équipe a fait un mix entre télétravail et travail sur site.





Les patients d'abord au cœur des soins

Basée à Ixelles, la Free Clinic, qui a fêté ses 50 ans en 2022, est une structure multi-agrégée importante qui abrite sous un même toit une Maison Médicale, un Planning Familial, un Service de Santé Mentale et un service de Médiation de Dettes et Infor-Droit. Elle fait également de la santé communautaire.

Les médecins de la maison médicale ont très vite compris que la Belgique allait vers un confinement au regard de ce qui se passait en Italie. Il fallait sans plus tarder réfléchir à un plan B. Des consultations sans rendez-vous, il fallait désormais passer aux consultations sur rendez-vous ; appliquer un tri au niveau de l'accueil (entre personnes symptomatiques et asymptomatiques) ; le port du masque a été imposé bien avant les mesures gouvernementales, etc. Ces préparatifs n'ont cependant pas empêché les travailleurs d'être un peu paniqués quand le confinement a été déclaré. Ils ne savaient pas par exemple comment fonctionnait le télétravail.



"Tout était habituel, mais nous le faisons seulement à distance"

– Hedi Bersanova, secrétaire médicale et administratrice à la Free Clinic

Les consultations en présentiel ont ensuite été supprimées. A la place, les soignants restaient disponibles par téléphone pour les patients, y compris les samedis et les dimanches. Quand l'INAMI l'a permis, la structure a pu faire payer les consultations téléphoniques¹⁰ : pour répondre aux questions, aux demandes de médicaments, etc. Par après, des médecins, à la suite d'une consultation par téléphone, donnaient rendez-vous en fin de journée à la Free Clinic pour une consultation normale. En revanche, le Planning Familial n'a pas arrêté les IVG sur place.

Parallèlement à ce qui précède, les équipes de la Free Clinic (qui compte environ 40 travailleurs) se sont très vite adaptées à travailler avec les outils numériques (ordinateurs et téléphones). Les réunions d'équipe se sont faites via Zoom. Les quelques soignants beaucoup plus âgés se sont aussi remarquablement adaptés à ces nouveaux outils. *"Tout était habituel, mais nous le faisons seulement à distance"*, indique Hedi Bersanova, secrétaire médicale et administratrice à la Free Clinic.

¹⁰ Le coût d'une consultation téléphonique était d'environ 10 euros.

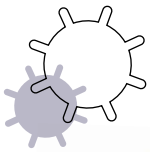
Reprenez-vous encore un peu de télétravail ?

A la Free Clinic, le télétravail s'est bien passé et, généralement, il a été bien vécu. Est-ce parce que la structure qui est auto-gérée n'a pas vraiment interrompu ses activités, mixant télétravail et travail de première ligne ? Une partie des travailleurs par exemple assurent une permanence à l'accueil. Quand il a été possible de reprendre les consultations in situ, cela s'est mis en place. Quand il a fallu accueillir des patients qui trouvaient les portes d'autres médecins fermées, l'association l'a fait. Tout comme elle a accueilli des patients

que d'autres institutions ou soignants ne voulaient pas inscrire. Autre exemple de cette volonté de rester disponible à tous : pendant la pandémie, un des médecins, accompagné d'une secrétaire médicale, s'est rendu dans un centre pour demandeurs d'asile dont le médecin était parti.

A la Free Clinic, le télétravail a permis aux équipes de continuer d'aider et de soigner. Il devrait prochainement être repris dans le règlement de travail (un jour de télétravail par semaine par exemple pour un temps plein pour les travailleurs administratifs).

Cultures&Santé a opté pour un choix différent. A chaque fois que les mesures ont été assouplies et que le télétravail n'a plus été obligatoire, son équipe est revenue le plus possible dans les bureaux. Durant la pandémie, comme beaucoup d'autres as-



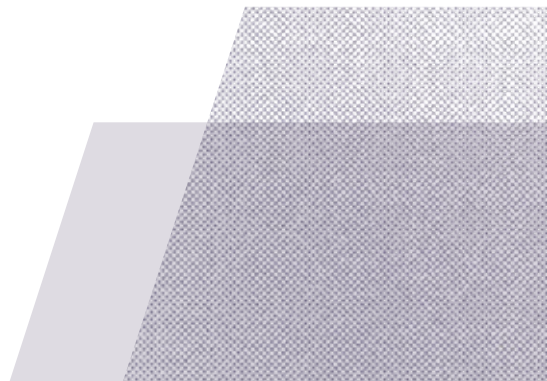


sociations, l'équipe s'est partagée entre les télétravailleurs et les travailleurs occupant les bureaux. Début 2022, toute l'équipe est revenue à temps plein dans les locaux de la rue d'Anderlecht. Le télétravail ne se fera plus que de manière occasionnelle.

Ce choix s'explique par une certaine lassitude des outils numériques qui n'ont pas la qualité des relations en présentiel. Ils gommèrent tous les moments informels qui font aussi la richesse des échanges sur les lieux de travail. Lassitude encore par rapport aux réunions qui s'enchaînent et qui s'étalent parfois sur toute la journée. De plus, pour les activités à destination des personnes fragilisées, des personnes qui ne maîtrisent pas le français, les outils numériques ne sont pas les plus adéquats.

"Nous sommes habitués à travailler beaucoup en collectif, à avoir des réunions, à avoir des réflexions d'équipe, à manger ensemble, précise Denis Mannaerts, directeur de Cultures&Santé. Nous avons une assez bonne cohésion dans l'équipe, ce qui nous a permis de passer un peu ces obstacles et cette période turbulente de manière peut-être un peu plus sereine que la moyenne. Bien qu'il y ait cette cohésion, avec les valeurs que nous prônons, nous n'envisageons pas le travail associatif de manière éclatée, en télétravail de manière prolongée. Nous sommes dans des logiques où nous essayons de co-construire avec les publics, d'encourager l'action collective, le partage des savoirs, l'échange, le lien social. Nous voulons donc garder les liens humains et le moins possible par l'intermédiaire des moyens informatiques."

— Anoutcha Lualaba Lekede






ARTICLE

Regarder en arrière pour mieux avancer

Comment continuer à fonctionner comme une équipe après les confinements et le télétravail imposés par le Covid ? Si les outils numériques ont remarquablement permis de rester en contact (avec les publics, entre collègues, etc.), ils ne disent cependant rien de l'isolement et des ressentis des travailleurs face à la crise sanitaire. Celle-ci semblant s'éloigner à grands pas, les travailleurs reprennent le chemin du travail pour, pensent-ils, recommencer à fonctionner comme avant. Mais les spécialistes de la santé mentale sont loin de partager ce point de vue.



Dans les entreprises, la question de rester une équipe pendant la pandémie et celle de reformer un groupe soudé après celle-ci ont été des préoccupations qui ont émergé assez tôt lors de la crise. Celle-ci se prolongeant, finalement c'est tout le monde du travail qui s'est retrouvé confronté aux mêmes interrogations. Partout quand cela était possible, le travail a pu se poursuivre grâce aux outils numériques, devenus quasi incontournables dans un contexte de télétravail généralisé. Souvent, le contact avec le public et le lien entre travailleurs d'une même organisation ont pu continuer. Très vite toutefois, ces outils ont montré qu'ils ne pouvaient en rien se substituer aux relations en présentiel et ils ont creusé davantage le sentiment d'isolement chez beaucoup. Mais les télétravailleurs ne sont pas les seuls professionnels à avoir mal vécu la période. Cette dernière a aussi été particulièrement éprouvante pour les acteurs de première ligne.

Le Centre de Formation à l'Écoute du Malade (CEFEM) par exemple, une association qui organise des formations à destination des professionnels dans les domaines de l'action sociale, la famille et la santé, est bien placé pour parler de la manière dont ces travailleurs ont vécu et traversé la crise¹¹ pendant la pandémie. L'association a commencé à proposer la formation "(Re) Faire équipe en période ou après la crise Covid". En-dehors de celle-ci, la question a aussi été abordée dans le cadre d'autres formations car l'association travaille avec plusieurs maisons de repos. Dès que les formations ont pu reprendre dans ces institutions, la question de (re)faire équipe y a été régulièrement abordée.

¹¹ Agréé par la Cocof, le Cefem (Centre de formation à l'écoute du malade) a pour missions de "sensibiliser, assurer la formation, théorique ou pratique, la formation continue ou la supervision d'intervenants professionnels amenés à traiter ou à soutenir des patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et leur entourage", sur <https://cefem.be>. Si au début, le centre proposait surtout de l'accompagnement et une formation à l'écoute des malades, il a étoffé son offre de formations.

Au-delà de ma fonction

‘On est devenu un tout’. Assister les gens plus que les accompagner et apprendre des démarches et législations complexes. ‘J’ai dû accepter d’aller au-delà de ma fonction’. Il s’agissait parfois d’agir sans moyens, se débrouiller et repousser les limites. ‘Ces gens ont dû faire appel au CPAS, et donc à un moment y a plein de retard. Le délai de traitement prenait tellement de temps que ces personnes se retrouvaient sans ressources. Donc on devait avancer l’argent pour que la personne puisse subvenir à ses besoins.’

— Extrait de : *Les intervisions des travailleurs sociaux – Une expérience intersectorielle de la crise Covid, LBSM, 2021.*

Marie-Philippe Hautval, psychologue et formatrice au CEFEM, débutait les séances en ouvrant un espace de parole consacré au Covid. Chaque maison de repos a traversé la pandémie à sa manière. Certaines ont eu un nombre important de décès, d’autres pas. La crise a été différemment vécue d’une institution à l’autre. Dans certaines équipes, l’émotion était tellement forte qu’il leur était impossible de parler. Le

personnel s’écroulait, pleurait et ne savait juste rien dire. “Il y a eu beaucoup d’adrénaline, explique Marie-Philippe Hautval. Au début du Covid, il y a eu beaucoup de peur, tout le monde était dans la surprise mais tout le monde s’est adapté, sur-adapté même. Les travailleurs en première ligne, comme ceux des maisons de repos, ont été puiser dans leurs ressources jusqu’aux limites de ce qui était possible. Parce que tous les soignants ont à cœur de bien s’occuper de leurs résidents...”

"Seuls au front"

D’autres espaces de parole sur le Covid ont été mis en place ailleurs. Ainsi en est-il de la Ligue Bruxelloise pour la santé mentale (LBSM) qui a initié un projet original et transectoriel sous forme d’un cycle de cinq séances d’intervision pour des travailleurs psycho-sociaux bruxellois, animées par des binômes de travailleur-euse-s issu-e-s du secteur de la santé mentale. Au départ, l’idée était que des travailleurs des secteurs ambulatoires santé mentale et social parlent ensemble de la crise et de cette période inhabituelle de confinement¹². Mais, très vite, la crise se prolongeant, il est apparu nécessaire d’aider les travailleur-euse-s à faire face à des situations difficiles sur le long terme. Les échanges

¹² L’idée était aussi de se rapprocher pour apprendre à mieux se connaître et travailler en meilleure synergie dans les situations toujours plus complexes et difficiles que les travailleur-euse-s des secteurs santé-social rencontrent à Bruxelles.

qui se sont déroulés dans les groupes d'intervision ont été consignés dans un livret¹³. Celui-ci a pour objectif de pousser à réfléchir ensemble aux changements qui bouleversent le secteur social-santé et envisager l'avenir...

L'inaccessibilité de certains services essentiels a non seulement été une véritable catastrophe pour de nombreux bénéficiaires, mais elle a aussi induit un bouleversement terrible dans la pratique des travailleurs sociaux de première ligne. Face à cela, beaucoup de travailleurs ont éprouvé un sentiment de solitude, souvent ils ont eu la sensation d'être "seuls au front".

Du soutien des collègues... et de la direction

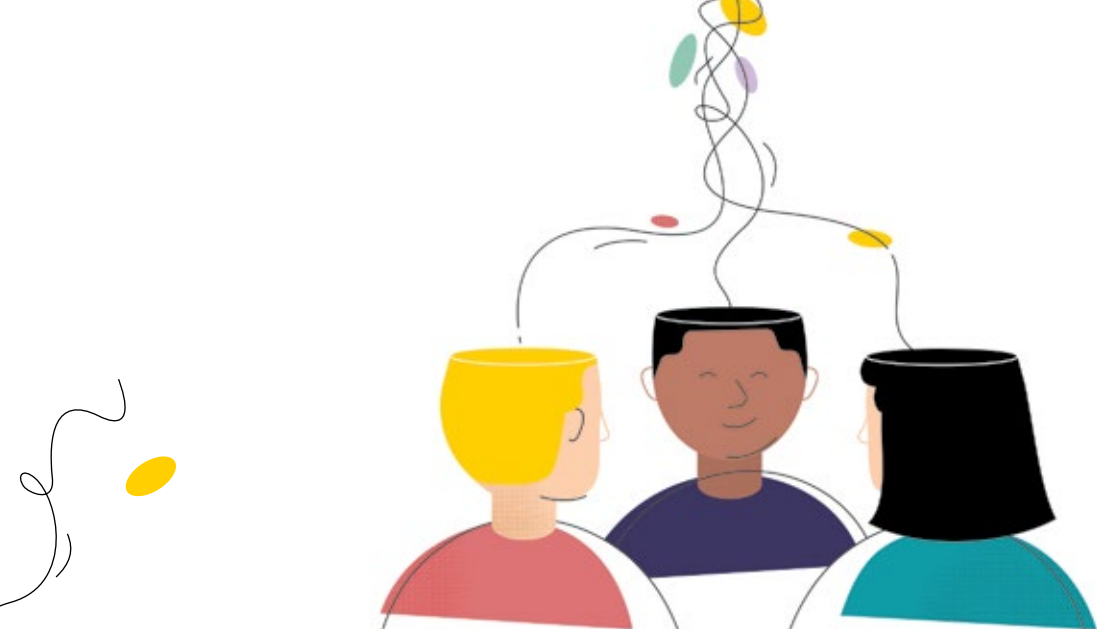
Les participants aux interventions de la LBSM ont aussi pointé l'isolement et le manque de contact informel avec les collègues : "Le lien est ce qu'on a perdu de plus précieux", indiquait ainsi une participante. Les travailleurs sociaux se sont rendu compte de l'importance des échanges en réunions, entre deux patients, sur le temps de midi. Ces contacts qui nourrissent, enrichissent, construisent le travail social qui, sans eux, perd son sens, son sel, son humanité,

"Finalement, quelle importance met-on dans le travail social si ces moments sont considérés comme non essentiels ?"

Les espaces de parole où des professionnels ont pu parler de leur vécu de la crise et de son impact sur leurs pratiques ont été grandement appréciés par les participants. Marie-Philippe Hautval note cependant qu'il y a eu peu de demandes de formation pour réfléchir à l'après-Covid. "Autant il y a eu une solidarité et un bon esprit d'équipe pendant le Covid, autant après, c'est comme si chacun était retourné dans sa bulle, souligne-t-elle. Si nous n'effectuons pas ce travail de prise de distance et de penser les choses, nous allons de nouveau être pris dans l'angoisse, dans l'urgence... Si nous ne prenons pas ce recul, nous perdrons quelque chose : nous ne retirerons rien de ce qui s'est passé ou alors uniquement les aspects négatifs. A présent, nous avons tendance à refaire comme avant, comme si presque rien ne s'était passé, c'est dommage."

— Anoutcha Lualaba Lekede

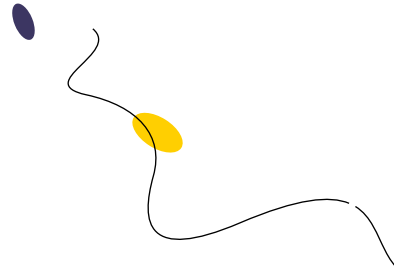
¹³ Les interventions des travailleurs sociaux - Une expérience intersectorielle de la crise Covid, LBSM, 2021.



ARTICLE

L'Autre "lieu", quand le soin vient du collectif

Cela fait un peu plus de quarante ans que l'asbl L'Autre "lieu" – RAPA (Recherche-action sur la psychiatrie et les alternatives) s'intéresse aux liens entre santé mentale et société. Elle est née dans la foulée du mouvement de l'antipsychiatrie et propose de penser le soin autrement que dans une relation individuelle de patient à thérapeute. Ici, c'est le collectif qui fait sens dans un cadre non médicalisé et ouvert à la différence. A l'Autre "lieu", c'est la rencontre d'humain à humain et l'attention de chacun à chacune (ou inversement) qui soignent, sans pression pour un retour à la "normale".




Quand on pénètre dans les locaux de l'Autre "lieu", rue de la Clé, à un jet de pierre du canal, on est d'emblée frappé par l'esprit d'accueil que l'endroit dégage. Même si, ce jour-là, les activités se déroulaient à l'étage et le rez-de-chaussée était assez calme, l'accueil est parsemé d'affichettes proposant mille et un projets, liés au bien-être, à la convivialité mais aussi des réflexions, des ateliers, des laboratoires.

L'impression que l'expérimentation est au cœur du dispositif est palpable. Sont également présentes dans cet espace des traces des activités passées, des campagnes de sensibilisation toujours très visuelles que l'association met en œuvre chaque année. "Semer le trouble" pour 2022, "Loser", "Medocs" ou encore "S'HABRITER" en pleine année Covid : autant de thématiques qui

permettent d'ouvrir le débat, d'apporter une vision critique sur la santé mentale, des collaborations avec d'autres associations, d'autres collectifs. Car, à l'Autre "lieu", une des valeurs cardinales de l'association repose sur le refus de la psychiatisation des difficultés de la vie et du monopole des professionnels.

Une conception différente du soin et du travail

Aurélie Ehx, chargée de projets à l'Autre "lieu", explique : *"Nous sommes une grande maison qui rassemble des personnes intéressées par la folie à divers titres, qu'elles soient directement concernées ou comme*



“Nous souhaitons fonctionner comme un collectif de citoyens non spécialisé, où nous ne faisons pas de clinique et au sein duquel nous travaillons l’amont, la prévention, et l’aval, avec l’idée d’une restauration du bien-être, après un moment de crise. En effet, on cristallise beaucoup sur l’hospitalisation à la suite d’une crise et la molécule qui fait baisser l’agitation. Mais la prise en charge s’arrête généralement à ce stade. Or, c’est là que le vrai travail commence, pour mettre du sens sur ce qui est arrivé, en s’appuyant sur la communauté autour du milieu de vie de la personne. ”

— Aurélie Ehx,
chargée de projets
à l’Autre "lieu"

soignants, travailleurs, étudiants ou encore chercheurs. Mais sans que ces personnes se positionnent dans un rôle spécifique. Nous souhaitons fonctionner comme un collectif de citoyens non spécialisés, où nous ne faisons pas de clinique et au sein duquel nous travaillons l'amont, la prévention, et l'aval, avec l'idée d'une restauration du bien-être, après un moment de crise. En effet, on cristallise beaucoup sur l'hospitalisation à la suite d'une crise et la molécule qui fait baisser l'agitation. Mais la prise en charge s'arrête généralement à ce stade. Or, c'est là que le vrai travail commence, pour mettre du sens sur ce qui est arrivé, en s'appuyant sur la communauté autour du milieu de vie de la personne."

Dans son fonctionnement, l'Autre "lieu" est aussi organisé différemment : le lieu est co-géré, avec des réunions d'équipe ouvertes aux membres. Une bonne partie d'entre eux font également partie de l'assemblée générale qui mandate ensuite l'équipe, ils participent aux recrutements du personnel et certains participent au conseil d'administration, même si cela pose des problèmes, notamment pour ceux qui sont

sous administration de biens. Comme le souligne Aurélie Ehx, *"Dans tous nos projets, les membres collaborent, ce qui crée parfois des frictions car certains d'entre nous sont salariés, d'autres pas. On essaie de trouver des solutions pour rémunérer le travail effectué. On expérimente d'autres manières de voir le soin, mais aussi d'organiser le travail."*

Créer un sentiment d'appartenance

Lors du premier accueil, chaque personne est reçue de manière individuelle, durant des permanences qui ont lieu quotidiennement. Gratuitement et sans aucun critère d'admission. Mais ce sont les activités collectives proposées qui sont le dénominateur commun du projet.

L'objectif est de créer des dispositifs qui rassemblent et qui créent la possibilité de s'expérimenter dans le lien. Aurélie Ehx : *"Le pari qui est fait est de se mettre au travail dans le lien à l'autre, aux autres. Le but n'est toutefois pas de faire du collectif*

pour le collectif, mais de permettre aux personnes qui fréquentent l'association de créer un sentiment d'appartenance avec la communauté de l'Autre "lieu", avec le quartier, la ville, le monde. Le commun, c'est faire partie de... Quand le monde perd de son sens, se retrouver ici permet de redonner du sens au monde. On insiste beaucoup sur le potentiel soignant de la communauté."

Cette impression de perte de sens a été ressentie de manière criante à l'Autre "lieu" durant la période Covid. *"Car ce qui constitue le noyau de nos activités ne pouvait plus avoir lieu, en raison des injonctions qui nous étaient faites par l'État. Il y a eu des projets tués dans l'œuf car ils nécessitaient du présentiel. D'autres qui reprennent petit à petit comme la recherche-action sur l'usage des médicaments qui était en cours à l'époque et qui en était au stade de l'écriture collective, ce qui n'était pas possible en distanciel. Cela reprend petit à petit aujourd'hui, mais il n'y a plus la même dynamique. On a cherché par tous les moyens à rester en contact, via les réseaux sociaux par exemple, que l'on a beaucoup explorés à l'époque. On avait peur pour nos membres qu'ils aillent mal et finalement on s'est rendu compte qu'on allait beaucoup plus mal qu'eux, que les épisodes de crise comme celui qu'on a*

vécu avec le Covid, pour eux, c'est chose banale, ils sont habitués à s'adapter, à l'isolement, à dormir plus, ne pas tarder le soir. Finalement ils étaient bien plus adaptés que nous à la situation. C'est quelque part un triste constat."

Un retour "à la normale"

Le Covid a aussi été une opportunité car il a généré de nouvelles manières de réagir, puisque le recours à l'hôpital n'était plus possible. Il fallait inventer d'autres manières de traiter la crise, ce qui a permis de mettre en place des projets alternatifs. *"On a, par exemple, mis sur pied avec l'hôpital Saint-Pierre un projet-pilote basé sur une équipe mobile de crise. L'expérimentation avait pour but de se passer de l'hôpital. Même s'il est utile dans certains cas. Ce momentum confirmait notre sentiment que l'hôpital ne fait pas soin et qu'il faut chercher ensemble, avec les membres, à déplier tous les possibles pour envisager d'autres façons d'appréhender le trouble."*

Dès que cela a été possible, les activités de l'Autre "lieu" ont repris, avec certains membres plus fragiles que d'autres, faisant plus attention aux mesures sanitaires car atteints de maladies chroniques. Pour ce

qui est de la vie quotidienne de l'Autre "lieu", on peut dire qu'il y a désormais un retour "à la normale". Cependant ce manque de connexion avec son environnement, avec le groupe, la communauté a mis encore davantage l'accent sur les valeurs du mouvement. Pour autant, l'Autre "lieu" ne souhaite pas s'ériger en modèle, au risque de devenir suspect. L'association est d'ailleurs difficilement casable, entre service d'éducation permanente et promotion de la santé (mentale) ou encore comme opérateur AIPL (association œuvrant à l'insertion par le logement), avec ses deux maisons d'accueil.

Pour Aurélie Ehx, *"Un des constats, peut-être encore plus prégnant depuis le Covid, c'est le fait qu'aujourd'hui les problèmes existentiels sont adressés aux professionnels du soin. On a reconfiguré le champ de la santé mentale de telle manière que les soignants sont devenus les seuls intervenants légitimes face à la tristesse. Or cela coupe la prise en charge du désarroi par le collectif, cela coupe la communauté de son pouvoir de lien. On est tous susceptibles de vivre des moments critiques, tragiques dans notre existence, on sera tous et toutes au moins une fois dans notre existence aux prises avec des problèmes de santé mentale. Mais en déléguant la prise en charge de ces difficultés aux seuls professionnels,*

on se coupe de l'empowerment du collectif face à ces questions. D'où la nécessité d'avoir d'autres lieux pour jouer ce rôle, des lieux de liens, qui sont aujourd'hui cartographiés et soutenus par des subsides COCOF et COCOM. Une autre façon de soigner."

– Nathalie Cobbaut



Pour aller plus loin

Pour en savoir plus sur L'Autre "lieu" et ses activités foisonnantes :

<https://www.autrelieu.be>

Pour en savoir plus sur la campagne "Semer le trouble" : <https://semerletrouble.be>

Pour en savoir plus sur les lieux de liens :

<https://bit.ly/3Xwl1SD>



**Recréer du
collectif au cœur
de la politique :
rapprocher
le citoyen de la
chose publique**

03

74

INTERVIEW

LA CULTURE
DE LA PARTICIPATION
POLITIQUE,
UN WORK IN PROGRESS

82

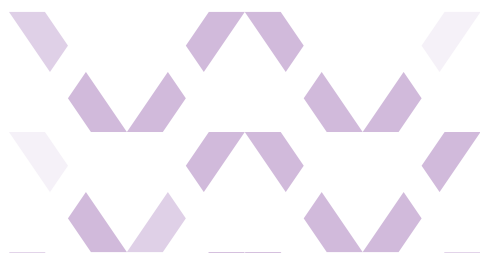
AMÉLIORER
LA PARTICIPATION
CITOYENNE
EN TEMPS DE CRISE

88

CRÉER DU LIEN
AUTOUR DE LA
RÉNOVATION
ÉNERGÉTIQUE
DES BÂTIMENTS

92

SE FORMER À
LA DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE



Intro

La gestion de la crise sanitaire a montré la distance qui existait dès avant la pandémie - et qui n'a fait que se renforcer - entre les individus et le monde politique. La difficulté pour ces derniers de se positionner dans un contexte de grande incertitude et le sentiment des citoyens de ne pas avoir été consultés se sont clairement télescopés, générant de nombreuses frustrations dans le chef des individus et bien des mises en cause des mesures adoptées et des politiques sanitaires mises en œuvre. Pour une large proportion de la population, l'impression de ne pas avoir été écoutée, prise en compte a creusé le fossé entre les citoyen·ne·s et ceux qui se considèrent comme leurs représentants, mettant à mal le modèle déjà bien écorné de notre démocratie représentative.

Si, depuis le Covid, le fonctionnement des différents niveaux de pouvoir ne s'est pas fondamentalement modifié, il reste que la pandémie a souligné les lignes de fracture qui séparent la population des femmes et des hommes politiques. En guise d'introduction de ce chapitre 3, nous avons dès lors abordé avec Magali Plovie, présidente

du Parlement francophone bruxellois, la démarche participative mise en place sur le territoire bruxellois au travers des commissions délibératives. Pour M. Plovie, on ne pourra plus faire l'économie de ce type de processus participatif et de co-construction face aux grands enjeux de société qui nous attendent.

Afin d'en savoir plus sur ces mécanismes de démocratie délibérative, un premier article porte sur les mécanismes en œuvre et les résultats obtenus lors de la commission délibérative qui a porté sur la participation citoyenne en temps de crise et qui s'est tenue pendant la période Covid. Autre contexte, plus local, mais tout autant participatif : celui d'un collectif d'habitants situé sur la commune d'Anderlecht, qui s'est inscrit dans le cadre des contrats de quartier et du programme RENOLAB, pour permettre la rénovation énergétique collective des habitations de la cité de la Roue. Enfin le dernier article s'intéresse au certificat interuniversitaire dédié à la démocratie participative et sa mise en œuvre dans les structures publiques ou par les citoyen·ne·s au quotidien.



INTERVIEW

La culture de la participation politique, un *work in progress*

Cinq commissions délibératives organisées en un an et demi. Cinq sujets abordés : le sans-abrisme, la 5G à Bruxelles et la biodiversité en ville, pour le Parlement de la Région de Bruxelles-capitale ; le rôle des citoyens en temps de crise et la formation en alternance pour le Parlement francophone. Un panel constitué d'un quart de parlementaires et de trois quarts de citoyens, pour réfléchir, débattre et élaborer des recommandations. Bruxelles s'est doté d'un outil de démocratie participative et délibérative. Si certains partis, moins enclins à l'expérience, estiment que cette initiative est coûteuse, mal organisée et peu probante en termes de résultats, Magali Plovie, députée Ecolo et présidente du Parlement francophone bruxellois en est une fervente promotrice, tout en reconnaissant le chemin qu'il reste à parcourir.

Magali Plovie

BRUXELLES SANTÉ

On parle beaucoup de démocratie participative. Mais qu'entend-on par-là ? Et est-ce vraiment le remède à une démocratie en crise ?

MAGALI PLOVIE

On peut distinguer trois types de démocratie : la démocratie représentative dans laquelle nous nous trouvons, où les citoyens donnent mandat aux élus et qui doit clairement se renouveler sous peine de s'asphyxier, la démocratie directe, où les citoyens exercent directement le pouvoir, mais qui n'est pas le modèle retenu chez nous, et la démocratie participative, où les citoyens participent selon différentes modalités à la prise de décision. Cela peut être sous forme de sondages, de panels ou de participation mixte, comme c'est le cas dans les commissions délibératives (CD) bruxelloises. Avec un résultat ayant une force plus ou moins contraignante. En Belgique, la Constitution ne permet pas

de céder aux citoyens la décision finale : celle-ci reste toujours entre les mains des élus, vu le caractère représentatif de notre démocratie à la belge qui est un principe constitutionnel.

Selon moi, les sondages manquent de délibératif et, partant, l'objectif de recréer du collectif. Par ailleurs, ils ne sont pas forcément accessibles à tous. Or, pour atteindre quelque chose de qualitatif sur le plan de la participation, il faut déjà que le processus soit accessible au plus grand nombre. Dans les CD telles que mises en œuvre en Région bruxelloise, le processus est beaucoup plus collectif puisqu'on part d'une information commune et on apprend ensemble. Ensuite on s'écoute les uns les autres, on échange des arguments. On va avoir des visions qui se dégagent, des réalités différentes qui se font entendre, ce qui permet un travail de co-construction autour de recommandations issues du processus des CD.

Dans la situation que nous vivons actuellement, où les liens sont très distendus, voire brisés entre le monde politique et les citoyens, étant donné la désaffiliation d'une part importante de la population à l'égard du processus décisionnel et ce, plus encore depuis le Covid, ces formes de démocratie participative peuvent être une manière de faire du collectif, de recréer du lien.

—

B.S. *Comment faire en sorte de dépasser la désaffiliation ? Les CD arrivent-elles à dépasser cet écueil ?*

—

M.P. Pour constituer les commissions délibératives, on utilise la technique du tirage au sort, en envoyant un courrier à 10.000 personnes sur la liste des résidents bruxellois de plus de 16 ans. On a essayé de mettre les conditions les plus inclusives possibles. Sur la base des candidatures reçues, on effectue un second tri pour constituer un groupe de citoyens le plus représentatif possible, en fonction d'une série de critères (genre, milieu socio-économique, origine géographique, langue...).

Dans le processus, on a également essayé de faciliter la participation, avec des ateliers gratuits pour les enfants de moins de 12 ans, ce qui permet aux parents qui n'ont pas de solution de garde de participer, des défraiements, ainsi qu'un support linguistique pour les personnes ne s'exprimant

pas bien en français et en néerlandais. On a également prévu des adaptations pour les personnes présentant une forme de handicap, ainsi qu'un accompagnement pour les personnes les plus éloignées de la participation, en leur permettant de retravailler certaines questions entre les séances de commissions. Avec un retravail de l'information, mais surtout une mise en confiance, pour que les personnes se sentent en capacité de prendre la parole. Et on voit que cela porte ses fruits : une partie des personnes surmontent leurs peurs de n'être pas à la hauteur pour faire entendre leur voix.

Mais si une personne est vraiment en décrochage, elle ne va pas répondre au courrier qui lui est adressé pour participer à une CD. Et si elle y participait malgré tout, elle pourrait se sentir malmenée. C'est pourquoi on essaye aussi de travailler avec les associations de terrain pour faire connaître le processus des CD, pour que les personnes se sentent habilitées à venir donner leurs points de vue, pour qu'elles aient le sentiment que leur avis, leur récit de vie comptent. Là où il y a une désaffiliation trop importante, le but est également de créer des ponts, pour qu'il y ait un enrichissement des CD, en recueillant les points de vue des personnes concernées sur les sujets traités, mais sans les forcer à s'inscrire dans le processus des CD, pour ne pas recréer de la violence institutionnelle.

“Dans une société qui traverse des crises, face à des enjeux qui nécessitent des réponses ambitieuses, des réponses fortes ne pourront être trouvées que collectivement.”

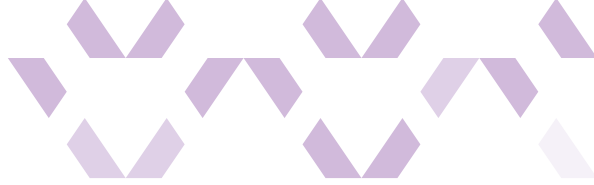
— **Magali Plovie**

—
B.S. *Qu'est-ce que ces CD apportent au débat politique ? Comment les parlementaires les envisagent-elles ?*

—
M.P. Certains parlementaires n'y voient pas d'intérêt, il faut être clair. D'autres, qui ont accepté d'y participer, voient surtout cette démarche comme le fait de rencontrer à nouveau les citoyens, de renouer un dialogue. D'autres parlementaires encore, qui n'étaient pas forcément convaincus par les CD et qui y ont participé, ont pu appréhender les bienfaits de cet outil. Le fait d'aborder des questions complexes, qui soulèvent la polémique, génère des tensions, des antagonismes. Le cadre des CD permet de dépasser ces nœuds, grâce à une autre forme de dialogue et une autre manière de décider, qui passent outre les tensions politiques. Et cela peut aussi faire évoluer certaines positions au sein des partis.

Personnellement, je souhaiterais aller encore plus loin : dans une société qui traverse des crises, face à des enjeux qui nécessitent des réponses ambitieuses, des réponses fortes ne pourront être trouvées que collectivement. Mais je ne suis pas sûre que cette vision soit celle portée par toutes les formations politiques. Pour Ecolo, nous ne sommes pas dans une prise de pouls ou dans le fait de renouer un dialogue, mais dans une co-construction. C'est tout un travail collectif qui doit se mener ensemble jusqu'au bout. Si un parlementaire se pointe seulement en bout de processus pour le vote des recommandations ou s'il n'y a pas de suite, cela n'a aucun intérêt.

Ce processus des CD peut aussi permettre de modifier nos fonctionnements en démocratie représentative. En tant que députés, nous devons composer avec un déséquilibre très net du côté de l'Exécutif,



des pressions partielles ou encore une vision basée sur le "courtermisme" liée aux élections. Nous sommes parfois (souvent ?) enfoncés dans ces carcans qui ne permettent pas toujours de prendre des décisions avec une réelle ambition. La présence des citoyens et leur participation peuvent permettre de desceller ces carcans.

. —

B.S. Les citoyens qui participent à ces CD se sentent-ils pris au sérieux ? Ne se voient-ils pas comme des alibis ?

—

M.P. Déjà le choix des thématiques peut être le fait des citoyens via des suggestions ; les parlementaires ont aussi la possibilité de soumettre des sujets de discussion pour une CD. Peut-être peut-on réfléchir à d'autres manières d'amener les thématiques, comme c'est le cas avec des panels citoyens en Communauté germanophone, des propositions de conseils consultatifs ou de certaines associations.

En terme de participation aux différentes séances des CD, quand ils s'inscrivent dans le processus, les citoyens viennent jusqu'au bout. Donc il y a un réel engagement. Mais le fait que les séances se déroulent le week-end, à raison de 4-5 week-ends pour une

CD, ce n'est pas évident pour les citoyens de se libérer, tout comme pour les parlementaires d'ailleurs. La mise en place d'un congé de citoyenneté pourrait permettre d'avoir des séances de travail durant la semaine. Mais ces congés de citoyenneté sont de la compétence du fédéral.

Concernant la compréhension du processus, une évaluation est effectuée chaque jour par les participants et ces documents sont analysés avec beaucoup d'attention. Par ailleurs, à la fin de chaque journée de travail, deux citoyens tirés au sort en début de journée exposent au service et au président de la CD ce qui a été et ce qui n'a pas été. Ils sont les porte-parole du groupe.

En matière de délibération, cela se passe mieux désormais. Au début, c'était compliqué : chacun est venu avec sa manière d'organiser, que ce soient les membres du comité d'accompagnement, Particitiz, un opérateur externe pour faciliter la participation et travaillant avec ses propres méthodes, ou les membres des services appelés "garants". Aujourd'hui, c'est plus lisible : on travaille en petits groupes et on revient en grand groupe ensuite. Chacun prend connaissance des recommandations qui se développent dans les petits groupes et peut intervenir pour enrichir ces recom-

mandations, avec la présence des experts en soutien. Quant au processus de vote et d'amendements, on s'est rendu compte que les citoyens n'appréhendaient pas cette phase du travail : donc on a prévu des essais "pour du beurre" et de faire travailler ensemble les citoyens et les parlementaires sur cette phase pour que les citoyens ne se sentent pas lâchés et que les parlementaires ne reprennent pas la main à ce stade, ce qui fausserait tout le processus.

Du côté des citoyens qui participent à ces CD, le fait d'appréhender concrètement les tâches effectuées par un député leur permet de voir les choses autrement, de mieux comprendre le travail politique. Mais l'enjeu va bien plus loin.

—
B.S. *En un an et demi, cinq CD ont été organisées. Comment appréhender ce qui a déjà été réalisé ?*

—
M.P. Il est fondamental que le processus soit rigoureux pour que cela fonctionne. C'est pourquoi on a beaucoup travaillé en amont. Au niveau d'Ecolo, nous avons travaillé sur l'idée, avec les militants, des spécialistes. Lors de la précédente législature où nous étions dans l'opposition,

nous avons déjà posé certains jalons en travaillant sur un projet d'ordonnance, en demandant l'avis du Conseil d'État (CE) sur une première ébauche de texte. En 2019, cette question des CD a été énoncée comme une priorité dans l'accord de majorité : le texte était prêt. Un règlement a finalement été adopté, plutôt qu'une ordonnance. Ensuite, pendant six mois, nous avons travaillé avec tous les groupes politiques pour mettre en place un processus solide et lisible pour ceux qui y participent.

En termes de participation, suite aux 10.000 convocations, le taux de réponse est relativement bon mais la communication doit encore être améliorée afin que les citoyens connaissent les CD et aient envie d'y participer. En termes d'informations sur les thématiques, pour chaque CD, il y a une phase d'exploration de la thématique retenue, avec l'appui d'experts qui viennent expliciter les enjeux spécifiques. A cet égard, il a été relevé que nous pourrions aussi inclure des interventions d'experts du vécu ou de groupes de paroles pour mieux faire entendre le point de vue des usagers, des citoyens. La phase des discussions est également balisée. Quant à l'élaboration des recommandations, c'est le processus parlementaire qui est emprunté, avec des propositions, des votes, des amendements,

“La démocratie participative permet de dépasser les carcans dans lesquels, nous députés, sommes trop souvent enfermés, comme le poids excessif de l’Exécutif, les pressions partitocratiques, la vision courttermiste liée aux élections”

– Magali Plovie

processus auquel il faut former les citoyens. Une fois la CD terminée, en termes de recommandations, il est important d’en avoir un nombre limité, sinon le risque est de se perdre, notamment en matière de suivi par les députés, au sein des commissions parlementaires et par l’Exécutif. Cela n’a pas toujours été évident.

Après cinq CD depuis le lancement de ce processus, il y a près de deux ans, une grande évaluation avec le concours de tous les groupes politiques a été prévue pour tirer les enseignements déjà engrangés afin d’améliorer le vade-mecum et préparer la suite. Il pourrait aussi être intéressant de créer un service spécialisé sur la participation citoyenne, qui pourrait gérer les CD, mais aussi les pétitions au niveau de la Région ou les panels citoyens. Nos parlements ont développé des compétences en matière de démocratie représentative, mais nous n’avons pas encore de véritables compétences pointues à l’égard de la démocratie participative, même si les universités s’y intéressent (voir l’article sur le certificat interuniversitaire portant sur la démocratie participative, page 92). C’est indispensable pour baliser le processus au-delà de 2024.

B.S. *Selon vous, la société doit s'emparer de ce processus participatif des CD pour en faire un débat plus large. Comment atteindre cette ambition ?*

M.P. Cette réflexion et cette volonté de co-construction ne doivent pas se limiter aux tandems parlementaires-citoyens au sein des CD. Il faut que cela germe aussi dans la société bruxelloise. Que ce soit dans le chef des associations, des mutuelles, des syndicats..., il est important que la société civile puisse s'emparer des réflexions engrangées lors des CD, du contenu des débats, des recommandations élaborées et puisse les porter au-delà du caucus de ces CD. Idem pour les journalistes. Tout ce matériel se trouve d'ailleurs sur la plateforme www.democratie.brussels, avec notamment cet objectif que d'autres se saisissent du travail effectué.

On a pu observer en Irlande, à un moment où plusieurs questions politiques importantes, comme celle de la dépénalisation de l'avortement, s'enlisaient dans le cadre des structures classiques de pouvoir, que la création de commissions mixtes où des citoyens et des parlementaires discutaient de ces sujets avait pu débloquer les choses. Mais c'était aussi grâce au fait que, dans le même temps, ces sujets avaient également

été portés par la société toute entière. Cela a joué considérablement sur la prise de décision. Des parlementaires ont notamment changé d'avis après avoir entendu les citoyens. Les consultations populaires organisées dans le mouvement reflétaient vraiment l'opinion de toute la société.

Le fait que la collectivité suive les travaux, s'en empare, demande des comptes par rapport au suivi des recommandations et à la mise en œuvre de ces dernières montre qu'il s'agit d'un vrai outil politique qui doit prendre sa place. J'y crois, mais pour cela il faut une évolution de la culture de la participation. Un chantier qui est en marche.

— *Propos recueillis par Nathalie Cobbaut*



Pour aller plus loin

OCDE, "Participation citoyenne innovante et nouvelles institutions démocratiques - La vague délibérative", Rapport 2020, à télécharger sur le site de l'OCDE : <https://bit.ly/3FTUnyM>

Magali Plovie, "La délibération citoyenne, le pari de la radicalité politique", La Revue nouvelle n°7 - Année 77, 2020

An illustration featuring three stylized human faces with simple features like eyes, noses, and smiles. Each face is topped with a different colored umbrella: green, purple, and brown. Above the faces are two yellow lightning bolts with black outlines. The background is a light grey textured area on the left side of the page.

ARTICLE

Améliorer la participation citoyenne en temps de crise

Parmi les commissions délibératives organisées en Région bruxelloise, il en est une qui s'est attachée à prendre le temps de s'interroger sur le rôle des citoyen-ne-s bruxellois-e-s lors d'épisodes de crise. Menée en pleine période Covid, cette commission à laquelle des citoyens et des parlementaires ont contribué a mené à l'adoption de 22 recommandations qui font depuis leur chemin.



Une boucle complète

En septembre et octobre 2021, soit une grosse année après le début de la crise Covid, le Parlement francophone bruxellois s'est penché sur la question de savoir dans quelle mesure et de quelle manière les citoyennes et citoyens bruxellois pouvaient envisager leur rôle dans la prévention, la communication, la gestion d'une crise et son évaluation. Mais pas de n'importe quelle façon : au travers d'une commission délibérative (CD) qui s'est réunie les 30 septembre, 9, 10, 17 et 24 octobre 2021 et qui était composée de 36 citoyens bruxellois tirés au sort et de douze députés issus de la commission parlementaire des Affaires générales et de la Cohésion sociale. Finalement ils seront dix parlementaires à se prêter à l'exercice, les députés PTB n'ayant pas rejoint leurs collègues. Les citoyens conviés se sont montrés assidus. Cette CD s'est basée sur une suggestion parlementaire, déposée par plusieurs groupes politiques.

Presqu'un an plus tard, le 21 septembre 2022, la présentation du suivi des recommandations s'est faite en présence des citoyens qui ont participé à cette CD, dans les mêmes locaux du Parlement francophone bruxellois. Plusieurs parlementaires engagés dans le processus sont venus rendre compte du travail effectué depuis cette CD par la commission parlementaire des Affaires générales et de la Cohésion du Parlement francophone bruxellois, via les interpellations des parlementaires adressées aux ministres compétents, du côté des Exécutifs, de l'administration de la COCOF ou encore dans d'autres instances concernées par les recommandations émises.

Lors de cette séance du Parlement, qui s'est tenue en soirée pour permettre au plus grand nombre d'y participer et qui accueillait également Olivier Veran, porte-parole du gouvernement français chargé du Renouveau démocratique, venu

s'informer sur ce processus, les citoyens ont pu s'exprimer sur l'intérêt d'une telle démarche. *"Avant le Covid, je n'aurais sans doute pas répondu à cette invitation, mais là il me semblait important de participer, de m'impliquer et d'écouter des gens qui ne vivent pas la même vie que moi"*, explique un homme de 35 ans. Une dame plus âgée met en avant l'intérêt d'être confrontée à des parlementaires et d'avoir été éclairée par des experts sur toute une série de points liés au sujet abordé. Un jeune participant relève que cela lui a donné l'envie de plus s'engager, et pourquoi pas dans la politique : *"Le fait d'exprimer ses idées, de débattre et de se sentir écouté me donne l'envie d'aller plus loin, pour améliorer le cadre de vie dans lequel nous évoluons tous."*

Des avancées à concrétiser

La CD sur la participation des citoyens par temps de crise a permis de vraiment creuser la question du traitement de l'urgence qui doit se préparer en amont d'une crise et la nécessité de recréer du collectif à ces moments critiques. Comme le souligne Magali Plovie, qui a présidé cette CD, *"On a vu qu'en Belgique, on n'était pas forcément très bons pour ce qui est*

des plans d'urgence. On a travaillé à des recommandations très concrètes avec l'aide des citoyens pour sortir par le haut de certains nœuds qu'on a connus pendant la crise Covid. En revanche il n'y avait pas vraiment de lignes directrices au sein des partis à ce propos. Donc, en soumettant une telle question dans le cadre d'une CD, la participation a pu jouer à plein."

Parmi les 22 recommandations élaborées, à épinglez : la proposition de création d'une structure permanente de citoyennes et de citoyens chargée d'émettre des avis quant à la prévention, la gestion (si l'urgence le permet) et l'évaluation d'une crise. Cette structure pourrait donc être activée au moment de la crise pour être consultée. Autres recommandations : faire remonter les besoins au sein des quartiers, notamment via des référents par quartier, s'appuyer sur des volontaires, mieux communiquer en période de crise pour bien faire comprendre les décisions, élargir l'accessibilité aux formations de sécurité et de gestion de crise ou encore de premiers secours.

Pour Magali Plovie, on a vraiment pu parvenir à des solutions originales et de qualité, avec un réel travail de co-construction. *"C'est là tout l'intérêt de ce processus pour aller un pas plus loin."*



Des réactions positives

Parmi les recommandations, certaines ont été relayées par le terrain, notamment par l'asbl Service citoyen qui était visée par l'une d'elles. En effet, la recommandation 8 vise à "renforcer les moyens afin d'assurer un service citoyen accessible à tou-te-s les jeunes Bruxellois-e-s (...), afin de participer à un service citoyen qui leur permet de développer des valeurs de solidarité, de construire des liens avec des jeunes de tous horizons et d'acquérir une formation." Dans le suivi, la COCOF s'est proposée de consolider les initiatives existantes, notamment avec des moyens supplémentaires alloués au Service citoyen pour étoffer l'offre de bénévolat aux 18-35 ans.

L'asbl souscrit également à la recommandation 6 sur l'enjeu des formations Premiers secours, pour lesquelles les Jeunes en Service citoyen, eux-mêmes formés au Brevet européen par la Croix-Rouge, pourraient jouer un rôle de support. Ou encore la recommandation 10 qui plébiscite la constitution d'un Corps solidaire formé

à partir du réseau des anciens Jeunes en Service citoyen, pour lequel l'asbl propose de développer quatre pôles d'activité "Action", "Formation", "Mobilisation" et "Vivre ensemble". Elle souhaite être impliquée dans leur mise en œuvre.

Autre appui spécifique que ces recommandations ont reçu depuis leur adoption : le vote d'une motion par la commune de Forest (au sein de laquelle Magali Plovie exerce un mandat de conseillère communale), visant à la prise en considération des recommandations émises par cette CD. On réfléchit donc à l'implémentation concrète de celles-ci au niveau local. Un relais important pour faire vivre ce travail au-delà des murs du Parlement.



L'impression d'avoir été écoutés et entendus

Lors de la soirée de suivi du 21/09/22, en toute fin d'un processus dont toutes les étapes se retrouvent sur le site www.democratie.brussels dédié à la participation citoyenne en Région bruxelloise, les citoyennes et citoyens membres de cette commission ont été une ultime fois conviés à participer aux échanges, pour être informés des suites données à leurs recommandations.

Après d'ultimes tables rondes leur ayant permis d'échanger sur les contenus du rapport effectué par les députés Tahar et Lowenstein, ils n'ont pas hésité à considérer que leur travail avait été utile. Anne, porte-parole d'une de ces tables rondes, revient sur le travail engrangé : *"On se réjouit du suivi effectué pour nos recommandations, extrêmement fouillé, avec un travail des parlementaires mais aussi des différents niveaux de pouvoir impliqués par nos recommandations. Avoir l'opportunité de faire le point et clôturer nos travaux par cette séance de suivi nous semblait important, même si on a bien compris qu'une*

série d'actions et de mises en œuvre ne font que démarrer et qu'il faut du temps pour y parvenir. En tout cas, on a vraiment l'impression d'avoir effectué un travail qui ne restera pas lettre morte et qui ne terminera pas dans une poubelle."

Est clairement ressortie de ces interventions, tant dans le chef des citoyens que des parlementaires, l'impression d'avoir fait partie d'une aventure humaine extraordinaire, d'un processus enrichissant pour tous et qui donne une autre place aux citoyens que celle de simples électeurs.

– Nathalie Cobbaut



Pour aller plus loin

A propos de la commission délibérative intitulée : "Le rôle des citoyens en période de crise" : <https://democratie.brussels/assemblees/gestion-crise>

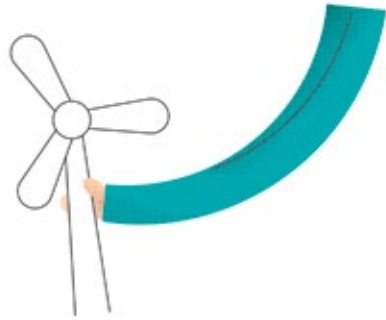
A stylized illustration of a hand in a purple sleeve holding a green circular tree with a thin brown trunk. The hand is positioned at the top center of the page.

ARTICLE

Créer du lien autour de la rénovation énergétique des bâtiments

A stylized illustration of a light blue building with a yellow roof and a green tree to its right. The building has a grid of windows and a door. The tree is a simple green circle with a thin brown trunk.

Déjà en 2012, le Collectif d'habitants "La Roue", créé au sein de la Cité-jardin du même nom, s'était inscrit dans le cadre de l'appel à projets "Inspirons les quartiers - Quartiers durables citoyens" afin de créer une dynamique de quartier et des projets en faveur de l'environnement et du développement durable. Aujourd'hui, c'est un projet de rénovation énergétique groupée des habitations de la Cité qui les occupe. Au programme, cohésion sociale et économies d'énergie, sujet hautement d'actualité.




Depuis 2008, une septantaine de quartiers bruxellois sont devenus "quartiers durables citoyens". De Schaerbeek à Uccle et de Molenbeek-Saint-Jean à Woluwe-Saint-Pierre, en passant par Ixelles ou Anderlecht, des groupements de citoyens se sont mobilisés pour améliorer leur cadre de vie et se sont partagés un budget participatif alloué par Bruxelles Environnement, afin de mener des actions à l'échelle de leur quartier. L'objectif : rendre celui-ci plus agréable à vivre, plus respectueux de l'environnement et plus solidaire. Aménagement d'espaces publics, création d'une donnerie, mise en place de ruchers collectifs, de bacs communaux avec des plantes potagères ou d'un système d'échanges locaux... : les projets sont nombreux et adaptés à chaque dynamique locale. En 2022, ce sont quelque 85.000 euros qui étaient mis à la disposition des collectifs citoyens.

Déjà en 2012, le Collectif "La Roue", situé sur la commune d'Anderlecht, s'était inscrit dans cette dynamique, en axant ses initiatives sur les espaces publics, afin de leur redonner un nouveau souffle. Nettoyage

et aménagement de venelles pour plus de biodiversité, création d'un verger et de deux sites de compostage collectifs, développement d'une promenade balisée... : ces projets ont permis de créer une dynamique de quartier et une cohésion qui les ont amenés à se lancer dans un nouveau projet de quartier, la rénovation énergétique groupée des habitations de la Cité de la Roue.

Réunir des personnes intéressées

Comme l'explique Quentin Jossen, habitant du quartier et un des membres du groupe pilote, *"certains d'entre nous ont déjà fait par le passé l'expérience d'une rénovation énergétique de leur maison et on ne peut pas dire que cela ait été une partie de plaisir, tant les contraintes administratives sont lourdes. C'est pourquoi dans le cadre du Collectif "La Roue" on s'est dit qu'un tel projet, mené collectivement, à l'échelle de la Cité, pourrait être bénéfique à tous."*



Une fois l'idée sur le papier, il a fallu démarcher auprès des habitants, pour voir si ces derniers mordaient à l'hameçon. Des démarches porte-à-porte, des réunions d'information ont déjà permis à certains voisins qui ne se connaissaient pas de lier connaissance. Dépassant le cadre des projets "Quartiers durables citoyens", le projet Renov-Roue-Rad fait l'objet d'un soutien spécifique dans le cadre du programme RENOLAB qui a pour but de contribuer au déploiement, à grande échelle, de solutions innovantes pour la rénovation durable et circulaire du bâti bruxellois. Plus spécifiquement RENOLAB.ID soutient les projets, les outils et mécanismes qui permettent de lever les freins à la rénovation. Le projet de rénovation énergétique groupée du collectif "La Roue" a donc été retenu dans ce cadre, avec des partenaires comme l'association Habitat et Participation, un bureau d'architectes, un bureau d'efficacité énergétique et PEB, deux équipes universitaires..., l'idée étant de pouvoir dupliquer ce type de projet sur d'autres quartiers.

Quentin Jossen retrace le chemin parcouru : *"Depuis juillet 2021, nous avons entamé les discussions et négociations avec l'urbanisme aux niveaux communal et régional, ce qui a demandé un déploiement d'énergie colossal. On avait un peu l'impression d'être ballotés d'une autorité à une autre sans recevoir de réponses. Étant donné que l'on avait reçu un soutien financier important de la Région, on a sollicité leur soutien afin de débloquer la situation. Le fait d'avoir la casquette de citoyens a aussi permis de ruer un peu dans les brancards, mais de manière intelligente et respectueuse. On a créé un petit couloir pour passer, avec de la souplesse pour expérimenter mais dans le respect des règles qui nous sont imposées."*



Créer de la solidarité

L'idée, vu l'uniformité des habitations de la Cité, a été d'obtenir un permis d'urbanisme commun, de manière à simplifier les démarches administratives pour amener les habitations aux normes "climat friendly". Ensuite il a fallu demander au groupe de la première vague, constitué d'une vingtaine de candidats pionniers, de confirmer leurs intentions en termes de travaux (isolation de la toiture, de la façade avant et/ou arrière, nouveaux châssis, système de ventilation, système de chauffage sans énergie fossile). Puis, comme pour tout chantier, sur base des plans acceptés dans le cadre du permis de bâtir, il s'est agi de dresser un cahier des charges et de le soumettre à plusieurs entrepreneurs, afin de pouvoir comparer les devis.

Selon Quentin Jossen, *"Le fait qu'il s'agisse d'un projet groupé a pour objectif de faciliter la tâche des citoyens dans leurs démarches administratives, mais aussi de leur faire bénéficier de meilleurs prix puisqu'il est fait appel à un seul architecte, un seul entrepreneur, ce qui permet de faire des économies d'échelle. On aimerait ainsi créer une certaine solidarité entre les ha-*

bitants pour aider les plus défavorisés à accéder à ce projet, en fonction des économies d'échelle réalisées et redistribuées selon les desiderata de chacun. La question des prêts pour aider ceux qui n'y ont pas facilement accès est également une préoccupation."

Tel un cheval de Troie, les premières rénovations seront sans doute le déclencheur d'autres candidatures pour disséminer la démarche à d'autres habitations du quartier, telles des vagues successives, et plus largement sur le territoire bruxellois.

– Nathalie Cobbaut



Pour aller plus loin

Pour en savoir sur les contrats de quartiers durables : <https://quartiers.brussels/1/>

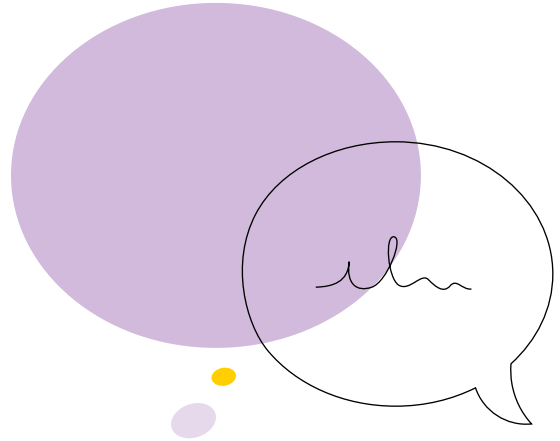
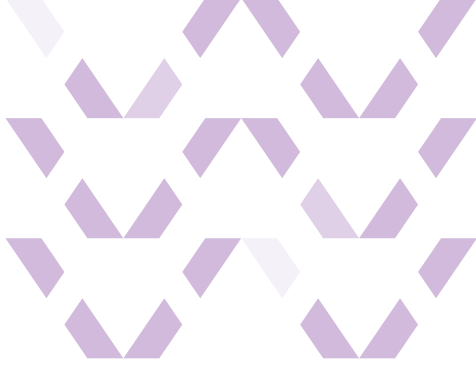
Pour en savoir plus sur le collectif La Roue : <https://inspironslequartier.brussels/initiative/la-roue/>



ARTICLE

Se former à la démocratie participative

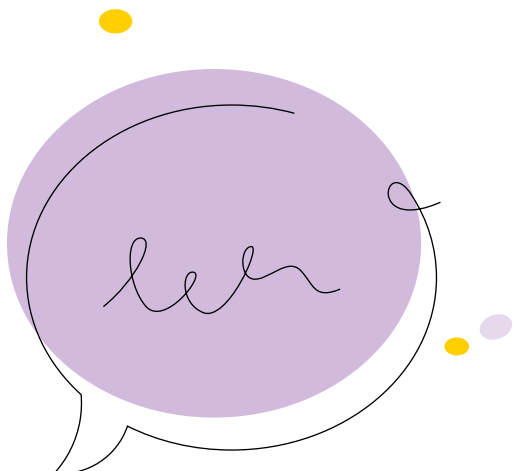
Depuis l'année académique 2021-2022, un certificat inter-universitaire en démocratie participative a vu le jour. Ouvert à un public très large (citoyen-ne-s, agents d'administrations publiques, travailleur-euse-s, associations, élus politiques...), l'idée est d'outiller tout autant qu'éveiller l'esprit critique des participants à l'égard des processus participatifs. Une première édition s'est clôturée en juin 2022. Réflexions sur le bien-fondé d'un tel certificat, à l'aune de la nouvelle édition qui s'est ouverte en ce début d'année.



En février 2021, ils étaient 25 à entamer le premier cycle du tout nouveau certificat inter-universitaire en démocratie participative, organisé par l'UCLouvain, en collaboration avec l'ULB, l'UMons, l'ULiège, l'Université Saint-Louis et l'UNamur. Venus de différents horizons (administrations communales, élus politiques, citoyens engagés dans des mouvements divers...), les participants ont eu à cœur de pouvoir en apprendre plus sur les processus participatifs. Dominique Parein, citoyen concerné (comme il se dénomme) de la commune de Rebecq, a suivi cette première édition du certificat et se dit satisfait : *"Je cherchais des outils, des moyens d'expression pour nous permettre, nous citoyens insatisfaits de la manière dont la politique se déroule aujourd'hui, de faire entendre notre point de vue. Le travail de fin d'étude que j'ai réalisé sur les interpellations citoyennes*

devant les conseils communaux m'a permis d'en apprendre davantage sur ce mode participatif, mais aussi sur les freins que certaines administrations communales mettent à ce type d'intervention dans le cadre de leurs règlements d'ordre intérieur."

Depuis, il s'est essayé au dépôt d'une pétition auprès du Parlement wallon afin de dénoncer la manière dont sont répartis les sièges lors des élections communales entre les listes, sans tenir compte des électeurs qui n'ont pas voté, ont voté blanc ou ceux dont le vote n'était pas valable. Dans cette pétition, il plaide pour une répartition des sièges proportionnellement au nombre de voix réellement recueillies. Il a rassemblé 45 signatures, mais déplore le fait que cet outil participatif ne soit pas très accessible, tant pour créer une pétition que pour la signer.



L'ancrage historique de la participation

Pour mieux comprendre la mise sur pied d'un tel certificat, il est important d'en resituer les prémisses. Comme le soulignent Jehan Bottin et Min Reuchamps, respectivement coordinateur et initiateur de ce certificat à l'UCLouvain, *"la Belgique a toujours été un laboratoire en matière d'innovation démocratique. Fin du 19e siècle, on innovait déjà avec le passage au système proportionnel, l'introduction du vote obligatoire, la création de l'isoloir. C'est un peu ce que l'on vit aujourd'hui avec la participation, même si cette dimension peut paraître improbable vu notre organisation. Le pays est issu d'une pilарisation assez forte, avec un dialogue entre les élites et les citoyens écartés des lieux de décision. Autre élément dans notre histoire: la question royale et la cristallisation qu'elle a causée entre communautés linguistiques. Enfin le poids des partis politiques, très fort en Belgique, ce qui ne plaide pas forcément pour une forte participation citoyenne."*

Et pourtant, depuis les années 2000, on voit apparaître une volonté de renouveau politique, avec une commission parlementaire du même nom, des panels citoyens demandés par des ministres épaulés par des institutions comme la Fondation Roi Baudouin. Parallèlement à ce mouvement, de manière plus générale et au-delà de la Belgique, on questionne l'idée de la représentation et du lien entre élus et citoyens.

Dans le contexte de crise politique en 2007 et 2010 en Belgique, apparaît le G1000 qui allie participation et délibération. *"C'est le point de bascule entre la théorie et sa mise en œuvre. Même si le G1000 n'a pas apporté de résultats tangibles, cette notion de participation apparaît par la suite dans les programmes politiques. Des initiatives apparaissent alors dans les Parlements et aussi dans les instances plus locales, prônant ainsi la délibération, le suivi de recommandations, ainsi que l'institutionnalisation*

"La Belgique a toujours été un laboratoire en matière d'innovation démocratique. Fin du 19e siècle, on innovait déjà avec le passage au système proportionnel, l'introduction du vote obligatoire, la création de l'isoloir. C'est un peu ce que l'on vit aujourd'hui avec la participation, même si cette dimension peut paraître improbable vu notre organisation."

— Min Reuchamps

de ces processus. À Bruxelles, par exemple, une commune sur deux dispose d'un service dédié à la participation citoyenne au moyen de dispositifs permanents."

Un certificat critique et... participatif

De plus en plus, avec la multiplication des initiatives participatives, des demandes d'expertise sont apparues en matière de méthodologie, de design des dispositifs, mais aussi au niveau de la conduite des

processus participatifs. En termes de facilitation, on a vu l'apparition d'opérateurs très spécifiques pour encadrer les projets. D'où l'idée de créer ce certificat qui puisse être un lieu d'apports théoriques, mais aussi d'échanges et de partages entre participants.

Jehan Bottin et Min Reuchamps le précisent : *"Le but de ce certificat est d'outiller les participants, mais de manière critique. Comme pour tout processus, il faut en questionner les pratiques et leurs limites. On met ici en réflexion la participation d'un*

point de vue historique, géographique, mais aussi sur le plan de la légitimité. On explique d'où on vient et de quoi on parle, sans prêcher pour la chapelle de la participation, mais en déconstruisant les modèles. L'idée est aussi de donner des outils méthodologiques, des balises. On tente également d'attirer l'attention des participants sur le niveau de participation souhaité, à situer sur une échelle, en partant de l'information jusqu'à la prise de décision, en passant par la consultation ou la concertation. C'est important de communiquer à cet égard pour que les citoyens n'aient pas l'impression d'être manipulés."

Pour rendre les enseignements de ce certificat concrets et participatifs, les participants ont été invités à venir avec des projets auxquels ils sont confrontés dans leur organisation, dans leur quotidien. Ça a par exemple été le cas pour Adélaïde Boodts qui a réfléchi à un processus participatif qu'elle a mis en œuvre dans le cadre de la commune d'Ottignies – Louvain-La-Neuve, pour laquelle elle est chargée de participation citoyenne depuis 2020. "Il s'agissait de la mise en place d'ateliers pour la réorganisation d'une place de la commune. Il y a eu un certain nombre de personnes qui se sont portées candidates pour ces ateliers et puis un tirage au sort

a eu lieu. Or je pense que cela a créé de la frustration. On aurait pu garder tout le monde en organisant les ateliers autrement." Avec le corps professoral et les autres participants, une réflexion a été menée sur ces aspects, dans un contexte bienveillant, chacun avec sa casquette et en permettant la rencontre de visions plurielles.

– Nathalie Cobbaut



Pour aller plus loin

Julien Vrydagh, Sophie Devillers, David Tadluker, Vincent Jacquet, Jehan Bottin, "Les mini-publics en Belgique (2011-2018): expériences de panels citoyens délibératifs", Dossier du CRISP 2020/32, n°2477 – 2478.

Julien Vrydagh, Jehan Bottin, Min Reuchamps, Frédéric Bouhon, Sophie Devillers, "Les commissions délibératives entre parlementaires et citoyens tirés au sort au sein des assemblés bruxelloises", Dossier du CRISP, 2021.

Pour en savoir plus sur le certificat interuniversitaire en démocratie participative : <https://uclouvain.be/prog-2022-depa2fc>



Conclusion

A l'origine de ce dossier, nous souhaitions sonder dans quel état se trouvent nos vies sociales et collectives, après plus de deux années faites de confinements et de replis sur soi. Dans un contexte où la société s'achemine subrepticement vers l'individualisme, nous regardons des films seul-e-s, dans la solitude de nos intérieurs, nous manageons nos propres vies, exposées sur les réseaux sociaux à longueur de photos et de vidéos, et bientôt nous voyagerons seul-e-s dans le métavers ! Et pourtant, l'avenir ne peut être que collectif.

Nous avons voulu explorer l'importance de refaire du lien collectif au travers de la sphère privée, certes, mais surtout en tant que citoyens, au sein des équipes dans les sphères du social-santé et du travail en général, et redécouvrir du "faire en commun", dans le travail, dans la réflexion, et même dans le plaisir, ainsi que dans la gestion de la chose publique.

La crise sanitaire, comme nous l'ont très bien décrit Cynthia Fleury et Olivier Luminet, a modifié profondément nos vies, nos sentiments d'appartenance à la société, de liberté et de sécurité, nos

liens. Elle a laissé dans son sillage un tissu social blessé, affaibli, semé de nouvelles précarités. Ce qui fait le lit de problèmes de santé mentale. Ce contexte invite à se pencher sur la notion de "soin" dans sa globalité et dans notre type de société : soins à l'individu, soins à notre "vivre ensemble".

Des collectivités ont très vite réalisé l'ampleur du problème et se sont retroussés les manches pour pallier le manque de réponses adéquates des autorités publiques. Elles ont ainsi mis en lumière la possible responsabilité et souveraineté de chacun pour agir dans le monde. Divers collectifs et associations s'y emploient, sortant parfois des sentiers battus pour donner un nouveau visage, et redonner du sens au commun.

La Zinneke Parade a rebattu les cartes, mis les bouchées doubles pour maintenir les liens entre organisateur-trice-s, partenaires et citoyen-ne-s de tous horizons. A la carte : énergie, volonté, partage, solidarité, bienveillance, dans le but... de faire la fête tous ensemble ! Pour notre santé à tous.

Au sein des associations

Les mesures sanitaires et le confinement ont malmené chaque individu et son réseau social. Notre santé mentale a été profondément touchée. Les autorités publiques s'y sont intéressées tardivement, et en apportant parfois des réponses malhabiles. La notion de "soin" s'est vite imposée au sein du monde associatif et des collectivités, ainsi que celle de son "comment?" et du "combien?". D'autant plus que les soignants étaient eux-mêmes impactés.

Dans bien des cas, les soins en santé mentale passent par l'aménagement d'espaces de parole - libératrice - et l'écoute des besoins de chaque individu, notamment sur son lieu de travail. Le respect de ses rythmes. L'acceptation des étapes obligées pour panser les blessures. Et la nécessité de ne pas minimiser l'impact d'activités ludiques dans le monde du travail pour refaire du lien !

La santé mentale passe aussi par le collectif et ses soins. Miser sur la santé mentale dans toutes les structures est un investissement à long terme, mais probablement non négociable. Cultures&Santé et la Free Clinic (première ligne) sont deux exemples du souci de maintenir les liens entre les travailleurs, et la cohésion dans les équipes. Passé le cap des adaptations au numérique, pour la Free Clinic, le défi a été de n'interrompre ni le lien aux usagers, ni les soins. L'enthousiasme et la créativité se sont révélés des clés essentielles pour maintenir le lien entre travailleur-se-s d'une part et avec les patient-e-s d'autre part.

Malgré la sortie de crise et un semblant de retour à la normale, on ne peut manquer de constater combien le confinement a laissé des traces et les spécialistes en santé mentale disent leur inquiétude. A L'autre "lieu", une perte de sens a été



...et perspectives

inévitable, au milieu des mesures qui ont mis à mal les valeurs mêmes de l'équipe, impactant la façon de travailler, le type d'activités en présence. Mais ce manque de connexion avec la communauté a paradoxalement permis de remodeler les valeurs, de revaloriser le rôle de cette structure et de faire reconnaître la nécessité "d'autres lieux" pour soutenir la santé mentale par l'action communautaire et le partage.

Dans le domaine politique, la crise sanitaire a été une claque, un révélateur du fossé qui s'était déjà creusé bien avant, entre les citoyens et le monde politique. Le réalisant, un peu tard, ce dernier a entrepris divers "travaux de soutien des fondations" et s'est penché sur les thèmes de la participation citoyenne à la vie politique (hors et pendant une crise), aux valeurs démocratiques et également concernant les défis cruciaux et actuels, comme la gestion énergétique dans les bâtiments.

La crise du Covid a blessé, sur des plans divers : aux niveaux économique, familial, ou celui des liens sociaux, et bien sûr, sur le plan de la santé. Les mesures prises, imposées, ont été dictées par des choix qui n'ont pas toujours tenu compte, il faut le dire, de ce qu'est l'être humain dans ses composantes, ses forces, ses faiblesses, ses singularités qui font aussi sa richesse. Le choix du respect des individus n'a pas toujours été au centre des préoccupations. La confiance en a pris un coup, la perte de sens a été au rendez-vous, le tissu social, le lien à l'autre s'est effiloché, notre santé mentale a ainsi été sérieusement impactée.

Face au manque de réponses adéquates de la part des pouvoirs publics dépassés, des collectifs ont apporté leurs propres réponses, leur plan B. Bien des initiatives ont vu le jour au sein des associations, réseaux, etc. qui ont déployé des trésors d'énergie et d'inventivité pour maintenir à flot les liens sociaux, professionnels,



communautaires et continuer leur action au sein du collectif. Comme nous l'avons vu aux Pissenlits et à la LUSS. Certains en ont profité pour s'interroger sur leurs valeurs, réinventer leur fonctionnement, prendre en compte le bien-être des travailleurs autant que celui des usagers. Témoignant ainsi du potentiel énorme de l'Humain quand il s'inquiète de l'Autre et du Lien, quand il écrit Liberté sur les murs, mais aussi Soins, et répare le tissu collectif, au sens large.

Cependant il faut avoir à l'esprit que le chemin vers la reconstruction ne fait que commencer. Les blessures du social, du "vivre ensemble" sont encore à conscientiser. A panser. Les soins, à intégrer pour une conscience élargie de ce qu'est être un "animal social" et des besoins intrinsèques à cette condition... humaine.

En fin de compte, bien sûr, on peut s'interroger : fallait-il revenir sur ce que nous avons vécu pendant et après les confinements Covid ? Était-ce dépassé ou indispensable ? Et pourquoi ? Pour prendre la mesure de ce que nous avons vécu et le temps d'apprendre de cette période extra-ordinaire ? Pour prendre soin de soi, de notre entourage et de notre société, pour se féliciter de notre force et de notre capacité à faire face à l'adversité ? Regarder en arrière, n'est-ce pas tout cela et n'est-ce pas fondamental pour aller de l'avant et se construire plus fort ?

LE COLLECTIF

Olivier Balzat • Nathalie Cobbaut • Anoutcha Lualaba Lekede
Carine Simon • Bernadette Taeymans



Bxl san té

INFORMATION
RÉFLEXION
ACTION

